

**Faculté des sciences économiques,  
sociales, politiques et de communication  
École des sciences politiques et sociales (PSAD)**

Comment la Belgique gère-t-elle sa politique étrangère dans le contexte du conflit Russo-Ukrainien depuis le 17 décembre 2021?

Auteur : Garry Wantiez  
Promoteur : Laetitia Spetschinsky  
Lecteurs : Laurence Brecx, Laurent Mathieu  
Année académique : 2023 - 2024  
Master 60 en ligne : SPOL 2M1

## Déclaration de Déontologie

« Je déclare sur l'honneur que cette monographie a été écrite de ma plume, sans avoir sollicité d'aide extérieure illicite, qu'elle n'est pas la reprise d'un travail présenté dans une autre institution pour évaluation, et qu'elle n'a jamais été publiée, en tout ou en partie.

Toutes les informations (idées, phrases, graphes, cartes, tableaux, ...) empruntées ou faisant référence à des sources primaires ou secondaires sont référencées adéquatement selon la méthode universitaire en vigueur.

Je déclare avoir pris connaissance et adhérer au Code de Déontologie pour les étudiants en matière d'emprunts, de citations et d'exploitation de sources diverses et savoir que le plagiat constitue une faute grave. »

Garry Wantiez



**UNIVERSITÉ CATHOLIQUE DE LOUVAIN**  
Faculté des sciences économiques, sociales, politiques et de communication  
École des sciences politiques et sociales (PSAD)  
Place Montesquieu, 1 bte L2.08.05, 1348 Louvain-la-Neuve, Belgique | [www.uclouvain.be/psad](http://www.uclouvain.be/psad)

# Remerciements

Je tiens à exprimer ma profonde gratitude à mon promoteur, dont la patience et les précieux conseils ont été essentiels tout au long de la rédaction de ce mémoire. Votre soutien indéfectible a été une motivation et un pilier sur lequel je me suis souvent appuyé.

Je remercie également mes proches pour leur soutien constant et leurs pensées encourageantes, qui ont grandement contribué à ma persévérance et à mon succès. Ils m'ont permis de sacrifier trop de moments pour accomplir ce travail.

Un merci spécial à mes proches collègues de la RTBF avec qui j'ai parcouru le monde, affronté des périodes difficiles et qui m'ont apporté un soutien sans faille dans ce parcours universitaire. Votre camaraderie et votre solidarité ont été une force dans les moments de doute.

À la rédaction de ce travail, mes pensées vont intensément vers Vadim, Andrei, Arcadi et Nadya, avec qui j'ai collaboré et avec qui je collabore lors de la couverture de la guerre en Ukraine. Leur résilience face aux difficultés d'un pays en guerre depuis maintenant plus de dix ans reste une source d'inspiration profonde. Ce travail porte en lui l'esprit de leur courage et de leur détermination.

Merci à tous pour avoir été partie intégrante de ce voyage académique et personnel.

# Table des matières

|     |  |    |
|-----|--|----|
| 1.  | Introduction.....  | 5  |
| 2.  | Décembre 2021, les balises de la Russie.....   | 7  |
| 3.  | Février 2022, conférence annuelle sur la sécurité de Munich.....   | 9  |
| 4.  | Février 2022, l'invasion de l'Ukraine par la Russie .....  | 11 |
|     | A) La réaction de la Belgique sur la scène internationale .....  | 12 |
|     | B) Le changement de paradigme de la Belgique .....   | 13 |
|     | C) Du soft power au hard power .....   | 14 |
| 5.  | Du 23 février 2022 au 18 décembre 2023, les sanctions européennes envers la Russie ....                                | 17 |
|     | A) Le positionnement de la Belgique sur ces sanctions .....  | 20 |
| 6.  | Mars 2022, le secteur des services .....   | 21 |
|     | A) SWIFT .....   | 23 |
|     | B) Euroclear.....  | 24 |
| 7.  | Octobre 2022, le secteur de l'acier .....  | 26 |
| 8.  | Décembre 2023, le secteur du Diamant .....   | 32 |
| 9.  | L'énergie .....  | 38 |
| 10. | Le 26 novembre 2022, première visite du premier ministre belge et du ministre des affaires étrangères en Ukraine ..... | 44 |
| 11. | Les aides militaires de la Belgique accordées à l'Ukraine .....  | 47 |
| 12. | Les aides civiles de la Belgique accordées à l'Ukraine .....   | 51 |
| 13. | Conclusion .....   | 56 |
| 14. | Liste acronymes .....  | 50 |
| 15. | Bibliographie .....  | 63 |

## 1. Introduction :

Un peu plus d'un mois après le début de la guerre en Ukraine, le 31 mars 2022, le Président ukrainien Volodymyr Zelensky prononce un discours dans l'enceinte de la Chambre des représentants. Marqué par l'effroi d'un mois de résistance face à l'envahisseur russe, le comédien devenu président inaugure les premières relations bilatérales avec la Belgique en temps de guerre.<sup>1</sup>

Dans le déroulement du discours émerge la première remarque du président ukrainien. Une provocation adressée au cœur de l'Europe<sup>2</sup>, une situation que personne ne s'empresse de mettre en avant : « *Les défenseurs de Mariupol et des autres villes ukrainiennes combattent pour la sécurité européenne. Ils se moquent des revenus des entreprises, ils se moquent de l'économie.* » (Zelensky, 2022) C'est un défi lancé à la conscience des élus belges qui évoque deux mondes. Le monde « de la réalité ukrainienne » qui lutte pour la liberté et le monde « de la réalité belge » prêt à accepter des « compromis de consensus » pour stabiliser une économie déjà fragilisée par la pandémie du covid.

Ce discours sur les atrocités de la guerre résonne comme une pression tangible sur le Parlement belge. Ça ressemble à une injonction à l'action face à une Europe trop timide face aux abus de la Russie. Le Président ukrainien, par ses mots, exige une réponse rapide à la tyrannie, un appel lancé au cœur même du pouvoir législatif belge.

Mais au-delà de la confrontation sur le terrain, une seconde remarque émerge, enveloppée de diplomatie et d'attentes<sup>3</sup>. « *Vous êtes en tant que pays au cœur de l'Europe un exemple à suivre pour les autres pays, pour nous aider encore plus à faire reculer les Russes et ramener la paix.* » (Zelensky, 2022) Une main tendue dans les relations internationales, une proposition qui déploie une autre pression subtile, qui appelle la Belgique à jouer un rôle encore plus déterminant dans sa politique étrangère.<sup>4</sup>

---

<sup>1</sup>Zelensky, V. (2022). Visioconférence avec le président Zelensky [Discours au Parlement Belge]. Bruxelles, Belgique. <https://www.dekamer.be/media/index.html?language=fr&sid=55S004&offset=1607>

<sup>2</sup>Ibidem

<sup>3</sup>Ibidem

<sup>4</sup>Ibidem

Le but de ce travail est alors de répondre à la question suivante : « Comment la Belgique gère-t-elle sa politique étrangère dans le contexte du conflit russo-ukrainien depuis le 17 décembre 2021 ? »

Je tente d'analyser et de comprendre la politique étrangère de la Belgique sous le gouvernement du Premier ministre Alexander De Croo pour en théoriser des concepts. La structure du travail s'articule autour de dates clés allant du 17 décembre 2021, où la Russie expose ses propositions de traités pour limiter l'influence des États-Unis et de l'OTAN dans son voisinage, au début de l'été 2023 marquée par la décision de la Belgique de participer à la coalition dite « F-16 ».<sup>5</sup> Je mets en avant l'impact de l'Union européenne (UE) et de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord (OTAN) sur le comportement international de la Belgique.

L'analyse se consacre également à la description des facteurs périphérique comme les dimensions énergétiques et économiques, notamment le gaz, l'acier, et le diamant, considérés comme les principales forces qui influencent et déterminent la politique étrangère de Bruxelles.<sup>6</sup>

Je m'inscris dans une perspective constructiviste qui va au-delà des faits élémentaires et j'utilise une recherche empirique pour comprendre la politique étrangère belge. Le but de ce travail est d'établir comment la Belgique tente de préserver ses intérêts nationaux tout en répondant aux obligations européennes et transatlantiques.

---

<sup>5</sup>Le Monde avec AFP (2021, décembre 17) La Russie présente ses exigences pour limiter l'influence de l'OTAN et des États-Unis dans son voisinage. Le Monde WEB. [https://www.lemonde.fr/international/article/2021/12/17/la-russie-presente-ses-exigences-pour-limiter-l-influence-de-l-otan-et-des-etats-unis-dans-son-voisinage\\_6106489\\_3210.html](https://www.lemonde.fr/international/article/2021/12/17/la-russie-presente-ses-exigences-pour-limiter-l-influence-de-l-otan-et-des-etats-unis-dans-son-voisinage_6106489_3210.html)

<sup>6</sup>belgium.be Information et service officiel. La Belgique, un Etat fédéral. Belgium.be. [https://www.belgium.be/fr/la\\_belgique/pouvoirs\\_publics/la\\_belgique\\_federale](https://www.belgium.be/fr/la_belgique/pouvoirs_publics/la_belgique_federale)



entre l'Ukraine, l'OTAN et l'Union Européenne. Elle souligne sa position sur la scène internationale face à ces entités collectives.

La Belgique évite un rapport de force diplomatique direct avec la Russie. Elle reconnaît l'asymétrie des puissances entre Bruxelles et Moscou qui possède une influence considérablement supérieure. En réponse, Bruxelles opte pour une diplomatie plus nuancée et discrète, s'appuyant sur l'engagement au sein d'organismes internationaux tels que l'UE et l'OTAN. Le gouvernement belge privilégie le développement de la cohésion et de la solidarité occidentale pour partager les charges, les risques et les responsabilités. Pour la Belgique, c'est l'« efficacité diplomatique » au sein de ces alliances qui prime.<sup>10</sup> La réaction belge via le prisme de l'OTAN marque une participation active dans les initiatives de l'alliance visant à dissuader toute agression. Bruxelles, siège de l'OTAN, est au cœur de cette politique étrangère qui se manifeste notamment par la participation de la Défense belge à la surveillance de l'espace aérien des pays baltes.<sup>11</sup> D'un autre côté, à travers le prisme de l'Europe, la Belgique aligne sa politique extérieure avec les directives de la Politique étrangère et de sécurité commune (PESC) de l'UE.<sup>12</sup> La condamnation des actions agressives de la Russie et la menace d'employer des sanctions économiques et diplomatiques visent à inciter Moscou à adopter une conduite plus respectueuse des normes internationales pour favoriser la paix et la stabilité régionales.

La Belgique cherche également à préserver les possibilités de coopération dans des secteurs critiques comme l'énergie pour promouvoir une approche équilibrée entre fermeté et dialogue.<sup>13</sup> Cette stratégie à « double face » implique à la fois la dissuasion de groupe et le dialogue. Elle reflète la volonté de jouer un rôle constructif au sein de ses alliances internationales. Elle démontre

---

<sup>10</sup>Jakubowski, S. (2007). Une politique de défense résolument internationaliste : le cas de la Belgique. *Les Champs de Mars*, 18, 23-42. <https://doi.org/10.3917/lcdm1.018.0023>

<sup>11</sup>Clevers, A. (2021 décembre 16). Les F-16 belges sont en Estonie pour tenter de contenir la menace russe : "On a un adversaire qui teste jusqu'où on peut aller ». *LaLibre.be*. <https://www.lalibre.be/international/europe/2021/12/16/les-f-16-belges-sont-en-estonie-pour-tenter-de-contenir-la-menace-russe-on-a-un-adversaire-qui-teste-jusquou-on-peut-aller-W4DYZZE7TZHO7J3563O4NUM4A4/>

<sup>12</sup>Tétrault-Farber, G. Balmforth, T. (2022, décembre 17). Russia demands NATO roll back from East Europe and stay out of Ukraine. REUTER <https://www.reuters.com/world/russia-unveils-security-guarantees-says-western-response-not-encouraging-2021-12-17/#:~:text=White House press secretary Jen, she said,>

<sup>13</sup>Wilmès, S. (2021, 30 novembre). Ministérielle de l'OTAN à Riga : Conclusions (Jour 1). <https://www.sophiewilmes.be/ministerielle-de-lotan-a-riga-conclusions-jour-1/>

ainsi l'importance de la solidarité et de l'unité dans la réponse occidentale aux défis sécuritaires posés par la Russie.<sup>14</sup>

### **3. Février 2022, conférence annuelle sur la sécurité de Munich.**

Du 18 au 20 février 2022 se déroule la conférence annuelle sur la sécurité de Munich.

Les responsables mondiaux se réunissent afin d'échanger sur des thématiques de défense et de sécurité. L'événement à Munich attend la participation de 500 personnes. La délégation américaine est menée par la vice-présidente Kamala Harris. Du côté de l'Europe, Ursula von der Leyen, présidente de la Commission européenne, Charles Michel, président du Conseil européen, et Josep Borrell, responsable de la diplomatie européenne sont de la partie. Des leaders nationaux européens tels que le chancelier allemand Olaf Scholz, le ministre français des Affaires étrangères Jean-Yves Le Drian, le Premier Ministre Alexander De Croo ainsi que les Premiers Ministres Boris Johnson du Royaume-Uni participent également. La crise ukrainienne est abordée avec la participation en visioconférence du président ukrainien Volodymyr Zelensky et de Svetlana Tikhonovskaïa, figure de l'opposition biélorusse.

À cette occasion, la politique étrangère belge sous la direction d'Alexander De Croo semble axée sur le renforcement des alliances européennes et transatlantiques, avec un engagement particulier sur les questions de développement de la sécurité et de la défense du territoire européen.

Cette conférence est particulièrement marquée par la non-participation de représentants russes de premier plan et surtout par les tensions liées à l'Ukraine. La situation géopolitique se tend avec l'accumulation de troupes russes aux frontières de l'Ukraine et le comportement provocateur de la Biélorussie, alliée de la Russie.<sup>15</sup>

---

<sup>14</sup>L'OTAN : une alliance cruciale pour notre sécurité (2023). [diplomatie.belgium.be](https://diplomatie.belgium.be/fr/politique/themes-politiques/sous-la-loupe/otan-une-alliance-cruciale-pour-notre-securite) consulté le 15 décembre 2023. <https://diplomatie.belgium.be/fr/politique/themes-politiques/sous-la-loupe/otan-une-alliance-cruciale-pour-notre-securite>

<sup>15</sup>Brady, K. (2022 février 18). Conférence de Munich sur la sécurité : la crise ukrainienne au cœur des discussions. [fr.euronews.com](https://fr.euronews.com/2022/02/18/conference-de-munich-sur-la-securite-la-crise-ukrainienne-au-c-ur-des-discussions). <https://fr.euronews.com/2022/02/18/conference-de-munich-sur-la-securite-la-crise-ukrainienne-au-c-ur-des-discussions>

L'approche de la Belgique est caractérisée par une diplomatie active faite de rencontres bilatérales, de tables rondes et de déjeuners informels. Bruxelles met en œuvre son concept propre du « seductive power » comme aime le rappeler le Premier ministre Alexander De Croo.

L'idée centrale du « pouvoir de séduction » belge réside dans l'art de la séduction mais dans un contexte diplomatique. Concrètement, le "Seductive Power" d'Alexander De Croo fait référence à la qualité de vie en Europe, et par extension en Belgique. Cette qualité de vie supérieure est perçue comme une promesse attrayante pour d'autres nations, couvrant des aspects tels que la santé, l'éducation, et un niveau de vie global élevé. En Belgique, cette qualité de vie n'est pas réservée aux 10% les plus riches de la population ; elle est accessible à une large partie de la classe moyenne.<sup>16</sup> Pour un pays comme la Belgique, qui ne dispose ni d'une grande puissance militaire, ni d'une économie dominante, cette manière de faire est un moyen efficace de maximiser son influence. Selon Alexander De Croo, le "Seductive Power" est complémentaire au "Hard Power" et au "Soft Power ».<sup>17</sup>

L'approche belge en diplomatie est souvent vue comme unique, mélangeant tact et subtilité, de manière presque caricaturale. La Belgique est reconnue pour son approche innovante dans les Affaires étrangères. Elle adopte une définition humoristique, le "seductive power", pour qualifier sa diplomatie « douce » qu'elle utilise sur la scène internationale. Sa stratégie détonne dans un univers où tous les protagonistes d'une politique globale ont tendance à afficher leur puissance.

Alexander De Croo montre l'engagement diplomatique du pays en utilisant des plateformes comme la Conférence de Munich pour dialoguer avec d'autres leaders et influencer leurs politiques. Il investit également dans les rencontres bilatérales, que permettent ces réunions multilatérales, avec des chefs d'État et des dirigeants d'organisations internationales pour construire des partenariats stratégiques.<sup>18</sup>

---

<sup>16</sup>De Croo, A. (2022, 18 février). Back to Elysium: Fostering European Cohesion [Conférence]. Conférence de Munich sur la sécurité, Munich. <https://securityconference.org/en/medialibrary/collection/munich-security-conference-2022/>

<sup>17</sup>Ibidem

<sup>18</sup>De Croo, A. (2022 février 15). Le Premier ministre s'exprimera dimanche à la Conférence de Munich sur la sécurité européenne. premier.be. <https://www.premier.be/fr/le-premier-ministre-s-exprimera-dimanche-a-la-conference-de-munich-sur-la-securite>

#### 4. **Février 2022, l'invasion de l'Ukraine par la Russie.**

Aux premières heures du 24 février 2022, Vladimir Poutine proclame la mise en œuvre d'une « opération militaire spéciale » en Ukraine. Il déclenche une invasion militaire la plus importante sur un pays européen depuis la Seconde Guerre mondiale.

Dès l'aube, les sirènes anti-bombardement déchirent l'air à Kiev, alors que les troupes russes marchent sur Kharkiv, Marioupol et Odessa. Volodymyr Zelensky, président ukrainien, exhorte ses compatriotes à ne pas céder à la panique et affirme que l'Ukraine est prête à défendre son sol.<sup>19</sup>

On découvre des colonnes de blindés russes qui traversent les frontières ukrainiennes, des formations d'hélicoptères en vol tactique qui remontent le Dniepr et des missiles russes qui frappent des infrastructures militaires à travers le pays.

Les Ukrainiens tentent désespérément de fuir vers l'Ouest pour trouver refuge. Les stations de métro de Kiev deviennent des abris improvisés, tandis que des embouteillages massifs paralysent les routes sortant de la ville. La peur et l'incertitude règnent, les citoyens font la queue pour retirer de l'argent, acheter des provisions ou donner leur sang pour soutenir l'effort de guerre.

Tandis que l'Ukraine résiste avec courage, l'Europe regarde horrifiée. Ce jour change à jamais la dynamique géopolitique européenne. Elle démontre la fragilité de la paix et la force de la résistance face à l'adversité.

*« La construction européenne est un projet de paix. Nous avons vécu dans la certitude que nous continuerions à vivre en paix pendant des décennies, et nous réalisons soudain que la guerre est de retour en Europe. »* (Nathalie Loiseau 2023)<sup>20</sup>

---

<sup>19</sup>La rédaction avec Agence. (2022 février 24). La Russie envahit l'Ukraine: récit d'une journée historique. Moustique. <https://moustique.lalibre.be/actu/monde/2022/02/24/la-russie-envahit-lukraine-recit-dune-journee-historique-229078>

<sup>20</sup>Le Bussy, O. (2022 février 28). La guerre en Ukraine accélère la transformation de l'Union européenne. La Libre. <https://nouveau-europresse-com.proxy.bib.uclouvain.be:2443/Document/View?viewEvent=1&docRefId=0&docName=news:20230228·BLI·e99cda2c-b6d1-11ed-8d46-302cd4e709a2&docIndex=20>

## A. La réaction de la Belgique sur la scène internationale.

Le Gouvernement belge manifeste à l'unisson sa fermeté et son engagement envers les valeurs démocratiques et l'intégrité de l'Europe.

Sophie Wilmès condamne l'agression et appelle à des sanctions immédiates : « *Il faut des sanctions rapides et déterminantes... Par ses actions, la Russie viole gravement les principes du droit international* ». <sup>21</sup> Cette invasion contredit l'appel de Moscou à la paix mondiale selon la ministre.

De son côté, Ludivine Dedonder insiste sur l'importance de l'aide militaire belge pour défendre les principes de souveraineté : « *Ne pas aider l'Ukraine aujourd'hui, ce serait accepter qu'un pays envahisse son voisin unilatéralement* ». <sup>22</sup> Elle révèle que la Belgique livrera à Kiev 5000 fusils mitrailleurs dès mars.

Alexander De Croo qualifie l'attaque russe comme « *le moment le plus sombre pour l'UE depuis la Seconde Guerre mondiale* ». <sup>23</sup> Il réaffirme la position de la Belgique sur le respect des principes de la Charte des Nations Unies et du droit international.

Le gouvernement illustre la volonté du pays de jouer un rôle actif au sein de l'UE et de l'OTAN pour contrer la menace russe. La Belgique met en avant la nécessité d'une action collective européenne

---

<sup>21</sup>Wilmès, S. (2022, février 24). Discours en séances plénière [Discours à Bruxelles] . Parlement Fédérale - Bruxelles. <https://www.sophiewilmes.be/seance-pleniere-du-jeudi-24-fevrier-2022-la-situation-en-ukraine/>

<sup>22</sup>Rédaction. (2022, octobre 20). Ludivine Dedonder sur la guerre en Ukraine : « Il faut arrêter avec les discours irresponsables » Revuepolitique.be. <https://www.revuepolitique.be/ludivine-dedonder-sur-la-guerre-en-ukraine-il-faut-arreter-avec-les-discours-irresponsables/>

<sup>23</sup>De Croo, A. [@alexanderdecroo]. (2022 février 24). Belgium strongly condemns the Russian attack on Ukraine. This is Europe's darkest hour since the Second World War. We are in close contact with our allies in NATO & EU. This Russian aggression is unnecessary and unprovoked. Our hearts and minds are with the people of Ukraine. [https://twitter.com/alexanderdecroo/status/1496723852164018184?ref\\_src=twsrc^tfw|twcamp^tweetembed|twterm^1496723852164018184|twgr^01c67302faa814b6a7fbc2a3bf1a0c08c46a08caltwcon^s1\\_&ref\\_url=https://www.lalibre.be/belgique/politique-belge/2022/02/24/la-belgique-condamne-avec-force-lattaque-inconsideree-de-la-russie-les-ministres-belges-reagissent-a-linvasion-de-lukraine-EOX63SH3XNEXLJU44PHWICEPFE/](https://twitter.com/alexanderdecroo/status/1496723852164018184?ref_src=twsrc^tfw|twcamp^tweetembed|twterm^1496723852164018184|twgr^01c67302faa814b6a7fbc2a3bf1a0c08c46a08caltwcon^s1_&ref_url=https://www.lalibre.be/belgique/politique-belge/2022/02/24/la-belgique-condamne-avec-force-lattaque-inconsideree-de-la-russie-les-ministres-belges-reagissent-a-linvasion-de-lukraine-EOX63SH3XNEXLJU44PHWICEPFE/)

pour sauvegarder la paix et la sécurité sur le continent. Bruxelles affirme sa position par des actions concrètes et des paroles fortes, comme le montrent les citations de ses principaux dirigeants.<sup>24</sup>

## B. Le changement de paradigme de la Belgique.

Avant l'invasion russe en Ukraine, le paradigme de la politique étrangère belge était un équilibre entre un engagement fort dans des structures multilatérales et une prudence dans l'ensemble de sa diplomatie.<sup>25</sup>

Face à l'agression russe, la Belgique, alignée sur l'UE et l'OTAN, révisé sa politique étrangère vers une vision plus unifiée et cohérente au sein de la "Team Europe". La PESC redevient un objectif à atteindre. Le gouvernement d'Alexander De Croo envisage de renforcer la défense nationale et l'industrie de défense du pays. Il conclut qu'il est plus crédible d'avoir une défense nationale solide avec une industrie de défense forte, ce qui permet de garantir la souveraineté stratégique et in fine la sécurité de ses concitoyens. Cette nouvelle orientation prouve un changement de pragmatisme majeur pour la Belgique. Elle passe d'une posture prudente à une participation plus active et influente dans les affaires euro-atlantiques.<sup>26</sup>

Concrètement, le gouvernement prend des mesures pour renforcer sa capacité de défense, avec une augmentation du budget de défense prévue pour atteindre 1,54 % du PIB d'ici 2030, conformément à son plan stratégique de défense STAR pour Security, Technology, Ambition et Resilience. La ministre de la Défense, Ludivine Dedonder, annonce : « *Notre sécurité nationale est une priorité absolue, et nous devons investir pour protéger notre avenir.* »<sup>27</sup>

---

<sup>24</sup>De Croo, A. (2022, février 24) Déclaration du Premier ministre sur l'invasion russe de l'Ukraine. Discours au parlement fédérale. <https://www.premier.be/fr/declaration-du-premier-ministre-sur-invasion-russe-de-ukraine>

<sup>25</sup>Coolsaet, R. (2021, février 2021). Souveraineté et indépendance nationale. La Belgique et le transfert de souveraineté vers des organisations internationales. Egmont, Royal institute for international relation. <https://www.egmontinstitute.be/souverainete-et-independance-nationale-la-belgique-et-le-transfert-de-souverainete-vers-des-organisations-internationales/#>

<sup>26</sup>Flemish Peace Institute. (2022). The Belgian Foreign Policy: A Shift Towards a More Proactive and Engaged Approach. <http://www.flemishpeaceinstitute.eu>

<sup>27</sup>Dedonder, L. (2023). Approbation du partenariat stratégique multinational en matière d'armement léger et munitions. <https://dedonder.belgium.be/fr/approbation-du-partenariat-strategique-multinational-en-matiere-darmement-leger-et-munitions>

Un partenariat stratégique, pour réduire la dépendance de la Belgique, est établi avec la FN Herstal pour une valeur de 1,7 milliard d'euros. Il cible l'autonomie stratégique et la sécurité d'approvisionnement du parc d'armes légères de la défense belge, de l'Europe et de l'OTAN, ainsi que la fourniture de munitions et le développement de nouvelles technologies.<sup>28</sup>

*« Avec nos alliés, nous prendrons toutes les mesures nécessaires pour intensifier la dissuasion et la défense. Mais nos actions seront toujours préventives, proportionnelles et non escalatoires. »*<sup>29</sup> (De Croo 2022)

### C. Du soft power au hard power.

Dans le Global Soft Power Index (GSPI) de 2022 du Brand Finance Institute de Londres, la Belgique se classe au 19ème rang mondial quant à son impact dans le monde par l'utilisation de son soft power.<sup>30</sup>

Ce rapport fait référence à l'influence et à l'attrait culturel, politique et social d'un pays sur la scène internationale. La Belgique utilise son « soft power » de manière unique pour relever les défis européens. Elle se positionne distinctement dans l'approche des relations internationales.

Concrètement, avant l'invasion russe, le soft power belge en Ukraine se manifestait à travers diverses initiatives. En avril 2009, la Philharmonie Nationale d'Ukraine célèbre le 60ème anniversaire de l'OTAN avec un concert dirigé par le chef d'orchestre belge Ronald Zollman.<sup>31</sup> Le 21 février 2014, Guy Verhofstadt, ancien Premier ministre belge, se distingue comme le premier leader de l'UE à prendre la parole devant les manifestants de la place Maidan à Kiev. Sur le plan

---

<sup>28</sup>FN Herstal. (2023). Autonomie stratégique & Sécurité d'approvisionnement. fnherstal.com. <https://fnherstal.com/fr/uncategorized-fr/autonomie-strategique-securite-dapprovisionnement/>

<sup>29</sup> Rédaction. (24 février 2022). Alexander De Croo: «Si nous n'agissons pas, Poutine ne s'arrêtera pas à l'Ukraine». Le Soir. <https://www.lesoir.be/469331/article/2022-02-24/alexander-de-croo-si-nous-nagissons-pas-poutine-ne-sarretera-pas-lukraine>

<sup>30</sup> Brand Finance. (2022, 15 mars). La France retrouve son 6e rang mondial au sein du classement Global Soft Power Index 2022 et les États-Unis rebondissent en se classant au 1er rang du Soft Power mondial. Brand Finance. <https://brandfinance.com/press-releases/la-france-retrouve-son-6e-rang-mondial-au-sein-du-classement-global-soft-power-index-2022-et-les-etats-unis-rebondissent-en-se-classant-au-1er-rang-du-soft-power-mondial#>

<sup>31</sup> OTAN. (2009, 4 avril). NATO gala concert in Kyiv, Ukraine. OTAN. [https://www.nato.int/cps/fr/natohq/news\\_52972.htm?selectedLocale=en](https://www.nato.int/cps/fr/natohq/news_52972.htm?selectedLocale=en)

économique, en janvier 2009, la firme belge Rattlerow Seghers livre 192 porcs reproducteurs à Elita Farms en Ukraine pour revitaliser l'industrie porcine.<sup>32</sup> Historiquement, la Belgique joue un rôle notable dans le développement industriel sidérurgique du Donbass. Une vingtaine d'entreprises belges sont actives en Ukraine, démontrant une présence économique soutenue.

Concernant les relations entre Bruxelles et Moscou, le soft power est également important. En 2021, les investissements belges en Russie atteignaient 1,5 milliard d'euros.<sup>33</sup> La Russie est le 17<sup>e</sup> plus grand marché de la Belgique. Bruxelles et Moscou maintiennent et développent leurs relations diplomatiques et économiques malgré les sanctions occidentales de 2014. L'ambassadeur russe en Belgique, Alexander Romanov, met en évidence la résilience de ces liens : « *La relation entre la Russie et la Belgique est constructive. Elle l'a toujours été, nous avons une histoire commune riche et très positive.* »<sup>34</sup> (Romanov 2015) Jusqu'en 2017, le footballeur international belge Axel Witsel marque des buts pour le Zénith de Saint-Pétersbourg. Et la chanson d'Adamo « Tombe la neige » est jouée par l'orchestre du Kremlin pendant les visites officielles.

Face à la crise russo-ukrainienne, la Belgique met en avant l'impératif d'une défense européenne unifiée qui s'oriente vers un « hard power » marqué. Cette transition, de la diplomatie douce à une affirmation militaire, traduit une réaction collective européenne à la menace russe et revitalise le débat sur la consolidation de la défense en Europe. Ainsi, la Belgique, à travers des actions et des déclarations gouvernementales, affiche un engagement accru en faveur d'une réponse de défense robuste, reflétant sa prise de position ferme dans le paysage sécuritaire européen.

La réponse belge en « hard power » à l'invasion russe s'ancre sur trois sphères d'engagement bien distinctes.

---

<sup>32</sup> Institut des comptes nationaux. (2009). Actualisation de l'étude sur la filière porcine. Observatoire des Prix. Page 36

<sup>33</sup> Cludts, C. (2022). *Note bilatérale Russie*. Agence pour le Commerce Extérieur. <https://www.abh-ace.be>

<sup>34</sup> Duxant, M. (2021, October 7). La Belgique ne fait pas partie des pays européens qui essaient de toujours fomenter des troubles dans les relations avec la Russie. LN24.be <https://www.ln24.be/2021-10-07/la-belgique-ne-fait-pas-partie-des-pays-europeens-qui-essaient-de-toujours-fomenter-des>

Premièrement, elle se manifeste par une participation active aux sanctions européennes. Le Premier ministre belge exprime que « *Le temps des sanctions graduelles est révolu. Notre action vise à affaiblir le complexe industriel et militaire de la Russie* ». <sup>35</sup>

Deuxièmement, Sophie Wilmès et Ludivine Dedonder collaborent étroitement pour augmenter la réactivité belge à l'échelle bilatérale pour les sollicitations urgentes de l'Ukraine. La coordination entre le ministère des Affaires étrangères et celui de la Défense se manifeste d'une part par un appui militaire conséquent avec une aide évaluée à 280 millions d'euros et d'autre part par l'expulsion de 21 diplomates russes pour cause d'espionnage. <sup>36</sup>

Et troisièmement, les forces belges sont mobilisées pour soutenir le flanc Est de l'OTAN. C'est la première utilisation de la Very High Readiness Joint Task Force (VJTF), avec deux opérations structurant un déploiement : 260 militaires en Roumanie pour l'opération « Aigle » et 250 en Lituanie pour « Forward Land Forces ». <sup>37</sup>

---

<sup>35</sup> Noulet, J.-F., & Michalle, P. (2022, 24 février). Ukraine : quelle sera la position de la Belgique ? Le Premier ministre s'est adressé à la Chambre. RTBF. <https://www.rtb.be/info>

<sup>36</sup> Belga. (2022, 25 février). Sophie Wilmès plaide pour l'envoi d'armes à l'Ukraine, si possible. *Le Soir*. <https://www.lesoir.be/426595/article/2022-02-25/sophie-wilmes-plaide-pour-lenvoi-darmes-lukraine-si-possible>

<sup>37</sup> Badot-Bertrand, H. (2022). Operaties - Opérations: La contribution belge à la Very High Readiness Joint Task Force (VJTF) déployée en Roumanie. *Belgian Militair Tijdschrift*. <https://www.defence-institute.be/wp-content/uploads/2023/07/rmb-25-02-Didier-PLAS.pdf>

## 5. Du 23 février 2022 au 18 décembre 2023, les sanctions européennes envers la Russie.

Un résumé des sanctions de l'UE envers la Russie annonce que près de 1950 individus et entités russes sont touchés par un gel des comptes et une interdiction de voyage dans l'UE.<sup>38</sup> Parmi eux, on retrouve notamment le président russe Vladimir Poutine, le ministre des Affaires étrangères russe Sergueï Lavrov, ou encore la société de sécurité privée Wagner. L'UE et les pays du G7 bloquent, sur le territoire européen, plus de 21,5 milliards d'euros d'avoirs et 300 milliards d'euros d'actifs de la Banque centrale de Russie et de l'oligarchie, dont 250 milliards en Belgique.<sup>39</sup>

L'UE met en place des sanctions financières, commerciales et sectorielles pour restreindre l'accès de la Russie aux marchés européens, particulièrement dans les secteurs financier et énergétique. Ces mesures comprennent l'interdiction d'importer du pétrole brut et des produits raffinés russes, réduisant drastiquement les importations de pétrole en provenance de Russie de plus de 90 %.<sup>40</sup>

Le secteur des transports voit l'interdiction de camions et remorques russes, la fermeture de l'espace aérien aux avions russes et l'interdiction d'accès des navires russes aux ports européens.<sup>41</sup> De plus, les exportations de biens et services sensibles, tels que les drones, les semi-conducteurs, et les composants électroniques, sont fortement contrôlées.

Les restrictions commerciales, touchant 58 % des exportations européennes pré-invasion vers la Russie, sont estimées à 52 milliards d'euros et ciblent notamment la technologie avancée des

---

<sup>38</sup>Conseil de l'Union européenne. (2022, 23 février). Russian recognition of the non-government controlled areas of the Donetsk and Luhansk oblasts of Ukraine as independent entities: EU adopts package of sanctions. Consulté le 3 janvier 2024, de <https://www.consilium.europa.eu/en/press/press-releases/2022/02/23/russian-recognition-of-the-non-government-controlled-areas-of-the-donetsk-and-luhansk>

<sup>39</sup>Conseil de l'Union européenne. (2023). Sanctions de l'UE contre la Russie expliquées. <https://www.consilium.europa.eu/fr/policies/sanctions/restrictive-measures-against-russia-over-ukraine/sanctions-against-russia-explained/>

<sup>40</sup>European Union. (2023). EU sanctions against Russia following the invasion of Ukraine. Publications Office of the European Union. <https://data.europa.eu/doi/10.2775/962945>

<sup>41</sup>Conseil de l'Union européenne. (2022, 2 mars). Belarus' role in the Russian military aggression of Ukraine: Council imposes sanctions on additional 22 individuals and further restrictions on trade. <https://www.consilium.europa.eu/en/press/press-releases/2022/03/02/belarus-role-in-the-russian-military-aggression-of-ukraine-council-imposes-sanctions-on-additional-22-individuals-and-further-restrictions-on-trade/>

secteurs aéronautique et aérospatial. L'UE veille à l'application rigoureuse de ces sanctions pour exercer une pression économique et politique sur la Russie.<sup>42</sup>

Les sanctions contre la Russie commencent le 23 février 2022. Ces mesures marquent le début d'une série de 12 trains de sanctions entre février 2022 et décembre 2023.<sup>43</sup>

- Premier train de sanctions, le 23 février 2022.

Sanctions contre 351 membres de la Douma et 27 individus, avec restrictions dans le secteur financier.

- Deuxième train de sanctions, le 25 février 2022.

Limitations sur les dépôts de capitaux et interdictions dans les secteurs technologiques et aéronautiques, gel des actifs de Poutine et Lavrov.

- Troisième train de sanctions, le 2 mars 2022.

Exclusion de sept banques du système Society for Worldwide Interbank Financial Telecommunications (SWIFT), fermeture de l'espace aérien européen aux avions russes, et arrêt de la diffusion de Russia Today et de Sputnik en Europe.

- Quatrième train de sanctions, le 15 mars 2022.

Blocage d'actifs financiers d'entreprises publiques russes, restrictions sur l'investissement énergétique et le commerce de produits de luxe.

---

<sup>42</sup>Conseil de l'Union européenne. (2023). Sanctions against Russia explained. <https://www.consilium.europa.eu/fr/policies/sanctions/restrictive-measures-against-russia-over-ukraine/sanctions-against-russia-explained/>

<sup>43</sup>Conseil de l'Union européenne. (2023). Histoire des mesures restrictives contre la Russie en lien avec l'Ukraine. <https://www.consilium.europa.eu/fr/policies/sanctions/restrictive-measures-against-russia-over-ukraine/history-restrictive-measures-against-russia-over-ukraine/>

- Cinquième train de sanctions, le 7 avril 2022.

Interdiction d'importation de charbon et d'hydrocarbures russes, fermeture des ports aux navires russes, début du gel des avoirs russes dans l'UE.

- Sixième train de sanctions, le 2 juin 2022.

Réduction des achats de pétrole russe, ajout de 70 personnalités russes à la liste des sanctions.

- Septième train de sanctions, le 21 juillet 2022.

Interdiction d'acquisition d'or russe, renforcement des restrictions sur l'exportation de produits à double usage.

- Huitième train de sanctions, le 21 avril 2022.

Plafonnement du prix du pétrole à 60 dollars, interdiction des transactions en cryptomonnaies avec les Russes.

- Neuvième train de sanctions, le 16 décembre 2022.

Interdiction d'exporter des moteurs pour drones et des technologies critiques, les investissements dans le secteur minier russe sont interdits.

- Dixième train de sanctions, le 25 février 2023.

Restrictions sur l'importation de produits russes spécifiques, suspension de licences de diffusion de médias russes supplémentaires.

- Onzième train de sanctions, le 23 juin 2023.

Mesures pour éviter le détournement des sanctions, interdiction de transit de produits via la Russie.

- Douzième train de sanctions, le 14 décembre 2023.

Limitations sur l'importation de diamants russes, restrictions renforcées sur les exportations de biens à double usage et autres biens économiquement significatifs pour la Russie.

## A. Le positionnement de la Belgique sur ces sanctions.

Dans sa gestion des sanctions contre la Russie, la Belgique semble suivre une approche divisée en trois aspects : résolution, prudence et équilibre.

Premièrement, Alexander De Croo prononce des propos durs pendant le conseil européen extraordinaire du 25 février 2022 : « Si on mord, il faut mordre durement. » Cette posture renforce les propos de son ministre des Affaires étrangères. Sophie Wilmès plaide directement pour l'inclusion de Poutine et Lavrov dans les sanctions pour cibler les responsables de l'agression en Ukraine.<sup>44</sup>

Deuxièmement, la Belgique exprime des réserves quant aux répercussions économiques des sanctions. De Croo déclare le 6 octobre 2022 : « *La question est de savoir comment nous pouvons maintenir la solidarité des pays européens (...) mais si le coût économique devient aussi élevé (...) ça va devenir difficile.* » (De Croo 2022) Cette réflexion montre la prudence de la Belgique pour équilibrer solidarité internationale et intérêts économiques nationaux. L'impact de plus en plus « asymétrique » des sanctions sur certains États membres met en lumière la préoccupation importante pour la Belgique.<sup>45</sup>

Troisièmement, le rôle de la Belgique dans l'établissement des sanctions envers la Russie illustre la métaphore d'un maître funambule. Le pays se lance dans un numéro d'équilibriste entre le soutien

---

<sup>44</sup>Rédaction avec Agence. (2022, février 24). Invasion de l'Ukraine: De Croo veut durcir les sanctions sur la table, "Si on mord, il faut mordre durement". RTBF. <https://www.rtf.be/article/invasion-de-l-ukraine-de-croo-veut-durcir-les-sanctions-sur-la-table-si-on-mord-il-faut-mordre-durement-10942629>

<sup>45</sup>Ibidem

résolu aux principes de l'UE et la protection de ses intérêts économiques nationaux.<sup>46</sup> Une source anonyme proche du gouvernement confesse : « *Il y a beaucoup d'effet d'annonce mais on freine tout. On pourrait faire beaucoup plus.* » (Anonyme 2024).<sup>47</sup>

Le 10 Mars 2022, la ministre belge des Affaires étrangères, Sophie Wilmès, précise que ces sanctions sont conçues pour évoluer. Elle souligne un « effet boomerang » sur l'économie belge. Elle déclare : « *Le prix de la liberté, ça coûtera aussi à l'Europe.* » (Wilmès 2022). Elle ajoute que ces sanctions, en visant un acteur mondial d'importance, affectent inévitablement l'économie européenne. Face aux sanctions imposées à la Russie, l'économie belge rencontre des défis significatifs dans plusieurs domaines.<sup>48</sup> Donc, face aux perturbations causées par les sanctions internationales, la Belgique navigue entre fermeté et pragmatisme, cherchant à maintenir sa stabilité économique tout en respectant ses engagements internationaux. Elle équilibre solidarité avec l'UE et protection de ses intérêts économiques, en adaptant stratégiquement ses entreprises et politiques gouvernementales pour minimiser l'impact économique domestique. La Belgique vise à gérer de manière réfléchie les défis géopolitiques actuels sans compromettre sa croissance économique.

## 6. **Mars 2022, le secteur des services.**

La Belgique est une économie ouverte dans un monde global interdépendant. Le secteur des services se positionne comme le pilier central de l'expansion économique du royaume. En 2022, ce secteur a quasiment porté la croissance économique du pays avec une augmentation du PIB de 1,4

---

<sup>46</sup>De Thier, V. (2022, octobre 6). Guerre en Ukraine: la Belgique s'est abstenue sur le dernier train de sanctions contre la Russie. RTBF. <https://www.rtbf.be/article/guerre-en-ukraine-la-belgique-s-est-abstenue-sur-le-dernier-train-de-sanctions-contre-la-russie-11080693>

<sup>47</sup>Selon une interview réalisée par Garry Wantiez le 5 avril 2024 (communication personnelle), source confidentielle.

<sup>48</sup>Dupont, A. (2022, Mars 10). Guerre en Ukraine: Effets collatéraux sur les entreprises belges et occidentales impliquées en Russie. RTBF. <https://www.rtbf.be/article/guerre-en-ukraine-effets-collateraux-sur-les-entreprises-belges-et-occidentales-impliquees-en-russie-10944875>

% . L'essentiel de l'emploi du royaume se concentre dans le secteur des services.<sup>49</sup> Le secteur tertiaire contribue à hauteur de 68,8 % au PIB belge.<sup>50</sup>

La Belgique possède une position stratégique dans le secteur financier international, notamment à travers deux acteurs majeurs établis sur son territoire : Euroclear et SWIFT. Ces institutions sont devenues des centres d'intérêt dans le contexte des récentes sanctions contre la Russie. Le 25 février 2022, les actifs financiers de plusieurs Russes, dont Vladimir Poutine et Sergueï Lavrov, sont immobilisés. Le 2 mars 2022, l'éviction de sept institutions bancaires russes du système international de messagerie financière SWIFT se produit.

D'une part, Euroclear est une entreprise de premier plan dans le secteur des services de dépôt et de règlement des actifs financiers. Elle se trouve à l'avant-garde de la gestion des conséquences financières des sanctions. Sa position unique, en tant qu'intermédiaire essentiel dans le flux des capitaux mondiaux, place Euroclear au centre des débats sur la saisie et le gel des avoirs russes.<sup>51</sup>

D'autre part, SWIFT, le système de messagerie financière, est crucial pour la fluidité des transactions économiques mondiales. Ces mesures sont emblématiques des efforts visant à restreindre les capacités du Kremlin à financer ses activités militaires, en les privant d'accès à des ressources vitales via le réseau global de transactions financières. Dans ce contexte, la Belgique s'affirme comme un acteur incontournable dans l'orchestration des réponses économiques internationales à travers la gestion délicate des sanctions via Euroclear et SWIFT.<sup>52</sup>

---

<sup>49</sup>Service Public Fédéral (SPF) Économie. (2024, février 29). Aperçu de l'activité économique en Belgique. Autorités fédérales belges. Récupéré de <https://www.belgium.be>

<sup>50</sup>EURES (European Employment Services). (2023). Informations sur le marché du travail: Belgique. Portail EURES. Consulté le 6 mars 2024 [https://eures.europa.eu/living-and-working/labour-market-information/labour-market-information-belgium\\_fr](https://eures.europa.eu/living-and-working/labour-market-information/labour-market-information-belgium_fr)

<sup>51</sup>Euroclear. (2024). Implications des sanctions internationales sur les avoirs russes: Perspectives d'Euroclear. <https://www.euroclear.com>

<sup>52</sup>Union Européenne. (2024). Sanctions contre la Russie et exclusion de SWIFT. <https://europa.eu>

## A. SWIFT :

Selon la présidente de la Commission européenne Ursula von der Leyen, « *couper les banques (de Swift) les empêchera d'effectuer la plupart de leurs transactions financières dans le monde entier et bloquera efficacement les exportations et les importations russes.* »

SWIFT augmente la vitesse, la sécurité et l'efficacité des transactions transfrontalières dans une économie mondialisée et interconnectée. Le système facilite des millions de transactions par jour où environ 600 000 de ces messages sont envoyés par 300 entités russes. Le système facilite ainsi l'exportation de la Russie de son gaz et de ses ressources naturelles et permet au pays de recevoir des paiements en retour. Près de 70% des communications financières de la Russie transitent par cette plateforme. La capacité de SWIFT à exclure des entités de son système en fait un outil de politique économique international dans les sanctions occidentales. L'exclusion du système est décrite comme l'équivalent financier d'une "arme nucléaire", ce qui met en avant les capacités de l'organisation à nuire dans la géopolitique mondiale.<sup>53</sup>

L'exclusion de SWIFT conduit vers 7 dégâts potentiels sur une économie nationale<sup>54</sup> :

- L'isolement financier international;
- La perturbation du commerce extérieur;
- L'instabilité de la monnaie nationale;
- La fuite des investisseurs internationaux;
- Coûts financiers accrus;
- Développement de systèmes alternatifs;
- Effets sur la population.

La Belgique joue un rôle essentiel dans l'écosystème de SWIFT. Son siège est basé à La Hulpe, en périphérie de Bruxelles. La Banque nationale de Belgique joue le rôle de superviseur principal. La

---

<sup>53</sup>Orange, M. (2022, 28 février). La Russie entre dans des terres financières inconnues. Mediapart. <https://www.mediapart.fr/journal/economie/280222/la-russie-entre-dans-des-terres-financieres-inconnues>

<sup>54</sup>Orange, M. (2022, 14 avril). Russie-Ukraine : la finance comme arme. Mediapart. <https://www.mediapart.fr/journal/economie/140422/russie-ukraine-la-finance-comme-arme>

Belgique offre un environnement légal solide et stable qui soutient les opérations de SWIFT. Les lois belges en matière de protection des données, de sécurité financière et de coopération internationale aident à garantir que SWIFT peut fonctionner selon des principes de neutralité et de sécurité élevés en matière de finance.<sup>55</sup>

SWIFT s'aligne donc sur les directives internationales de sanctions par le biais de la Belgique qui les appliquent. Ces sanctions mettent en lumière la relation complexe entre le monde de la finance et la politique internationale. En tant qu'épine dorsale du système financier mondial, SWIFT va bien au-delà du simple rôle de facilitateur des transactions économiques<sup>56</sup>. L'emploi de SWIFT marque un tournant dans la dynamique de la géopolitique financière mondiale.

Cette stratégie révèle deux dimensions complexes :

- La capacité des puissances occidentales à contrôler les flux financiers internationaux<sup>57</sup>;
- En s'alignant sur les sanctions occidentales, SWIFT ne fait plus preuve de neutralité.

Cette situation accélère la fragmentation de l'unité financière mondiale.<sup>58</sup> C'est le symptôme d'un monde financier à l'aube d'une possible reconfiguration. Entre la recherche de systèmes alternatifs et la réflexion sur la souveraineté financière.

## B. Euroclear

Euroclear joue un rôle crucial dans la gestion et la sécurisation d'une vaste gamme d'actifs financiers comme les actions et les obligations gouvernementales. Avec plus de 37 600 milliards

---

<sup>55</sup>Thys, F. (2022, 25 février). C'est quoi Swift, la plateforme bancaire dont on ne veut pas encore éjecter les Russes ? Mis à jour le 26 février 2022. <https://www.lalibre.be/economie/digital/2022/02/25/cest-quoi-swift-la-plateforme-bancaire-dont-on-ne-veut-pas-encore-ejecter-les-russes-OMRPRMPUD5GG5EOFU44WIFOKM4/>

<sup>56</sup>AFP et rédaction. (2022, 9 mars). Guerre en Ukraine: voici les nouvelles sanctions de l'Union européenne contre la Russie et la Biélorussie. *Le Soir*. <https://web.belga.press/saved-items>

<sup>57</sup>Favier-Baron, E., Woillet, V., Devillers Guendouze, S., & Malot, Y. (2021, 21 février). SWIFT : L'atout de l'Occident contre la Russie et la Chine ? LVSL. <https://lvsl.fr/swift-un-atout-geopolitique-des-etats-unis-contre-la-russie-et-la-chine/>

<sup>58</sup>Collomb, A. (2022). SWIFT : de la neutralité à l'arme géopolitique ?. *Politique étrangère*, , 39-49. <https://doi.org/10.3917/pe.223.0039>

d'euros de titres sous gestion, la société agit comme un organisme dépositaire central. Son objectif est de simplifier les processus de transaction pour tous les acteurs du marché, en rendant les échanges plus sûrs et plus accessibles. En 2021, Euroclear traite près de 295 millions de transactions, ce qui représente un montant astronomique de près d'un million de milliards d'euros. Ce volume témoigne de son importance dans le système financier mondial. L'entreprise cesse de régler les transactions financières en roubles et bloque les comptes des clients russes visés par des sanctions, y compris la banque centrale de Russie, qui constitue son principal client russe dans le pays.<sup>59</sup>

Les mesures prises par Euroclear pour geler les avoirs des entités russes sanctionnées ont des implications considérables. Au premier trimestre 2022, Euroclear voit sa trésorerie augmenter de 23 milliards d'euros. L'expertise et les actions d'Euroclear dans l'application de ces mesures positionnent la Belgique comme un maillon incontournable du système financier international face aux crises géopolitiques. Bruxelles devient alors un protagoniste de premier rang sur la scène internationale.

Le 25 mars 2022, le député Tom Ongena, membre du parti Open Vld, adresse une question au Ministre des Finances Vincent Van Peteghem lors d'une session parlementaire. La question porte sur le montant et la nature des actifs gelés en Belgique. Le ministre répond qu'il y a un montant d'environ 200 milliards d'euros, répartis entre 2,7 milliards d'euros d'avoirs gelés et 196,4 milliards d'euros de transactions bloquées.<sup>60</sup> Ce gel concerne non seulement les actifs des individus et des entreprises, mais aussi ceux de la banque centrale russe, restreignant ainsi sa capacité à soutenir le rouble et à stabiliser l'économie nationale.

Alexandre De Geest, administrateur général du Trésor belge, annonce que le montant gelé connaît une augmentation significative à cause des entités financières, comme euroclear, qui se trouve à Bruxelles. Cette efficacité belge s'appuie sur une infrastructure numérique de pointe et des relations

---

<sup>59</sup>Suy, P. (2022, 18 mars). Euroclear, le vigile bruxellois qui fait barrage aux Russes. *L'Echo*. <https://www.lecho.be/dossiers/conflict-ukraine-russie/euroclear-le-vigile-bruxellois-qui-fait-barrage-aux-russes/10374347.html>

<sup>60</sup>Ongena, T. (2022, 25 mars). Guerre en Ukraine - Sanctions contre la Russie et la Biélorussie - Actifs bloqués. Question écrite n° 7-1526 au vice-premier ministre et ministre des Finances, chargé de la Coordination de la lutte contre la fraude. Réponse reçue le 12 mai 2022. <https://www.senate.be/www/?MIval=Vragen/SchrijftelijkeVraag&LEG=7&NR=1526&LANG=fr>

solides avec le secteur financier. Mais la réussite repose concrètement sur les épaules d'un seul homme de l'équipe de De Geest, un employé d'une expérience de 30 ans dans le secteur de la « haute finance » qui applique des sanctions dans le secteur belge depuis la création de l'outil.<sup>61</sup>

Ces mesures perturbent les échanges commerciaux, notamment en ce qui concerne l'énergie et les matières premières. Et cela peut avoir des répercussions sur les prix à l'échelle globale, affectant tant les économies occidentales que celles des pays tiers. De plus, cette situation peut inciter à mettre en péril la primauté des devises occidentales et à se méfier du système financier international actuel qui est utilisé comme « arme hybride ». Le monde se rapproche d'une fragmentation de l'économie en blocs distincts.

## **7. Octobre 2022, le secteur de l'acier.**

Le groupe industriel russe Novolipetsk est le leader dans la production de métal en Russie. Cette multinationale possède également plusieurs installations manufacturières en Europe, notamment en Belgique. Ses principaux marchés incluent l'Europe et les États-Unis. Connue sous l'acronyme NLMK, ce conglomérat a marqué son expansion dans le secteur sidérurgique de la Wallonie dès l'année 2006.<sup>62</sup>

Cette holding est sous le contrôle de Vladimir Lisin qui se distingue comme une figure emblématique de l'industrie sidérurgique russe. Il est le président et l'actionnaire majoritaire de NLMK. Reconnu par le magazine Forbes comme l'un des hommes les plus riches et influents de Russie, sa fortune était évaluée à 26,2 milliards de dollars en 2021.<sup>63</sup>

---

<sup>61</sup>Balboni, J. (2022, 20 avril). Alexandre De Geest (Trésor belge) «Notre processus de gel des avoirs russes fonctionne bien, ce n'est pas le cas partout». *L'Echo*, p. 8.

<sup>62</sup>NLMK Group. (2020). *About US*. eu.nlmk.com. <https://eu.nlmk.com/fr/media-center/news-groups/>

<sup>63</sup>Bushard, B. (2022, 24 février). Vladimir Lisin. Forbes. <https://www.forbes.com/profile/vladimir-lisin/?sh=20280db67f44>

En 2011, NLMK forme un partenariat avec Duferco pour un montant de 410 millions d'euros et devient ainsi l'investisseur principal des établissements de Clabecq et La Louvière.<sup>64</sup> En 2015, la Société wallonne de Gestion et de Participations S.A. (SOGEPA), établit un accord de collaboration et rachète 49% des actions de NLMK Belgium. La SOGEPA est un bras financier de la Région wallonne. Elle supervise des placements publics pour développer l'économie en Wallonie. Elle se nomme dorénavant « We Wallonie ».<sup>65</sup>

Techniquement, l'accord entre le groupe NLMK et la SOGEPA démontre un engagement commun pour le développement économique de la région wallonne et l'expansion du groupe russe en Europe. Un investissement bilatéral de 200 millions d'euros (100 millions d'euros de chaque côté), de 2019 à 2021, est au cœur de cet accord. Il finance le plan de croissance jusqu'en 2022 et permet à la branche européenne, NLMK Europe, de s'installer en Belgique.<sup>66</sup>

L'établissement de NLMK est délibérément choisi pour une meilleure proximité avec ses acheteurs occidentaux. Avec une capacité annuelle de traitement de l'acier dépassant 17 millions de tonnes et une empreinte internationale, NLMK tire avantage de cet accord pour consolider sa présence en Europe et étendre son offre dans des segments de marché hautement spécialisés. Le but de NLMK est d'écouler sa matière première, produite à moindre coût en Russie, et de la transformer sur son site belge. Après cette opération, la marchandise est revendue à prix fort dans toute l'Europe.<sup>67</sup>

Les deux sites à La Louvière et Clabecq comptent maintenant plus de 1200 emplois directs et 4000 emplois indirects. Les usines sont d'importants employeurs en Wallonie.<sup>68</sup>

---

<sup>64</sup>Trends-Tendances. (2011, Avril 20). Duferco et NLMK : divorce à l'amiable. Trends-Tendances. <https://trends.levif.be/entreprises/duferco-et-nlmc-divorce-a-lamiabile/>

<sup>65</sup>Wallonie. (2024). Wallonie Entreprendre (WE). About US. wallonie.be. <https://www.wallonie.be/fr/acteurs-et-institutions/wallonie/autres-acteurs-publics-de-la-wallonie/wallonie-entreprendre-we>

<sup>66</sup>trends-Tendances. (2019). NLMK La Louvière bénéficie du plus gros investissement de l'année en. trends.levif.be. <https://trends.levif.be/canal-z/z-news/nlmc-la-louviere-beneficie-du-plus-gros-investissement-de-lannee-en-wallonie/#:~:text=C'est un investissement de 150,produire des aciers plus>

<sup>67</sup>Berns, D. (2022, Octobre 7). NLMK Clabecq et La Louvière affectées par les sanctions contre la Russie. Le Soir. <https://www.lesoir.be/469887/article/2022-10-07/nlmc-clabecq-et-la-louviere-affectees-par-les-sanctions-contre-la-russie>

<sup>68</sup>Georis, V. (2022, Octobre 6). La Belgique s'est abstenue de voter les sanctions contre la Russie. L'Echo. <https://www.lecho.be/dossiers/conflit-ukraine-russie/la-belgique-s-est-abstenue-de-voter-les-sanctions-contre-la-russie/10418759.html>

En avril 2022, Renaud Witmeur, alors le Chief Executive Officer (CEO) de la SOGEPa, met en avant dans la presse que NLMK Belgium génère des profits très importants à partir de ses activités opérationnelles. et que si il y avait des sanctions cela pourrait être très dur pour la Wallonie et la SOGEPa.<sup>69</sup>

Le 6 octobre 2022, l'UE adopte le huitième train de sanctions contre la Russie. Les mesures restrictives d'importation d'acier ont pour but de priver la Russie d'une valeur approximative de 7 milliards d'euros. On note notamment une interdiction sur les importations d'aciers finis et semi-finis. Cette situation touche particulièrement la Belgique, étant donné que les installations de NLMK à Clabecq et La Louvière dépendent de brames d'acier russes. Sans cette matière première, les sites wallons ne peuvent pas fonctionner.

Lors d'une rencontre informelle avec les chefs d'États des 27 pays membres de l'UE, pendant une rencontre multilatérale de la communauté politique européenne à Prague, Alexander De Croo déclare : « *Cela devient difficile d'être solidaire* ». (De Croo 2023) L'impact de ces sanctions sur l'industrie sidérurgique en Belgique est important. L'application de ces mesures préoccupe Bruxelles, si ces deux usines ferment par manque de matière première, et donc à cause des sanctions, c'est le désastre économique pour la Wallonie et un véritable bain de sang social. L'arrêt des importations de matière première augmente les coûts de production, tue les ventes de l'entreprise et pousse inévitablement à la faillite.<sup>70</sup>

Néanmoins, il est également hors de question que la Belgique oppose son veto. D'abord « un veto belge » serait une première dans l'histoire de l'UE et cela signifierait la rupture de la solidarité européenne. Il n'en est pas question pour la Belgique. Le gouvernement belge démontre sa réticence par son abstention. Le Premier Ministre insiste : « *l'abstention belge n'affecte en rien la prise de décision.* » (De Croo 2023)<sup>71</sup>.

---

<sup>69</sup>Lefèvre, F.-X. (2022, 28 avril). « La prise de risque implique forcément un pourcentage d'échec ». *L'Echo*. Page 6.

<sup>70</sup>L'Echo. (2022, 16 mars). Les sidérurgistes de plus en plus tendus. *L'Echo*. <https://www.lecho.be/entreprises/industries-de-base/les-siderurgistes-de-plus-en-plus-tendus/10373775.html>

<sup>71</sup>Georis, V. (2022, Octobre 6). La Belgique s'est abstenue de voter les sanctions contre la Russie. *L'Echo*. <https://www.lesoir.be/469887/article/2022-10-07/nlmc-clabecq-et-la-louviere-affectees-par-les-sanctions-contre-la-russie>

Bien que les négociations soient par essence secrètes au sein de la Commission européenne concernant l'établissement des sanctions, des éléments peuvent être pris en compte. Dans la Constitution Belge, l'article 167, le principe « in foro interno, in foro externo », octroie aux autorités des régions la responsabilité de piloter les affaires internationales relevant de leurs compétences. C'est donc la Wallonie qui a été une figure de proue de ces négociations. Le Ministre Président de la Région Wallonne, Elio Di Rupo, explique avoir mis en place une négociation à deux étapes durant de nombreux mois de discussion. Étape une, la délégation Belge obtient un sursis de deux ans avant de stopper toutes importations avec la Russie. La fin des importations est prévue pour le 1er octobre 2024. Ben de Vos, directeur général de NLMK Belgium Holdings (NBH), affirme avoir fait partie de cette délégation, avec la SOGEP, et annonce : « *nous savions que deux ans ne suffiraient pas pour adapter notre modèle* ». Des pourparlers sont aussi en cours avec des fournisseurs asiatiques pour établir des accords d'approvisionnement pérennes. À cette période, la fédération de la FGTEB déclare : « *Dans le rang des travailleurs, on sent malgré tout une certaine inquiétude pour l'avenir... La direction se veut rassurante, mais il reste un an. Nous voulons alerter sur ces sanctions qui mettent à terre les travailleurs de notre pays.* »<sup>72</sup> Étape 2, les pourparlers reprennent en toute confidentialité dans un climat tendu comme le précise le Ministre Elio Di Rupo. Le but est d'obtenir un plus grand sursis. Le cabinet du Premier Ministre Alexander de Croo affirme avoir des liens étroits avec le cabinet du ministre président Elio Di Rupo afin de piloter au mieux la délégation. « *On travaille à une solution réaliste* », insistent-ils. La représentation Belge propose une extension de quatre ans par nécessité. Mais certains États se montrent réticents à cette proposition.<sup>73</sup> Ces discussions donnent un résultat dans le douzième train de sanctions annoncées ce 19 décembre 2023. L'UE décide de prolonger la dérogation temporaire pour les importations de brames, à hauteur de ses volumes de 2021, jusqu'au 30 septembre 2024<sup>74</sup>. L'entreprise doit maintenant trouver d'autres chaînes d'approvisionnement pour garder une activité pérenne en se tournant vers d'autres producteurs.<sup>75</sup>

---

<sup>72</sup>La rédaction. (2022, octobre 19). La FGTEB interpellera la Région sur les sanctions qui touchent NLMK. *La Nouvelle Gazette - Centre*, p. Centre\_5.

<sup>73</sup>Thouvenin, L. (2023, décembre 19). « NLMK est sauvé » : on continue l'importation d'acier russe. *La Province*. Mons-Borinage: Région, p. 12.

<sup>74</sup>July, B. (2022, décembre 13). Un «dossier complexe» pour la Wallonie. *Le Soir*. <https://www.lesoir.be/482672/article/2022-12-13/un-dossier-complexe-pour-la-wallonie>

<sup>75</sup>Lefèvre, F-X. Lauwers, M; Georis V. (2022, Octobre 6). Après les sanctions contre Moscou, NLMK a deux ans pour se sauver en Wallonie. L'Echo. <https://www.lecho.be/economie-politique/belgique/wallonie/apres-les-sanctions-contre-moscou-nlmk-a-deux-ans-pour-se-sauver-en-wallonie/10418634.html>

La mobilisation de la Belgique, par l'abstention et la prolongation du moratoire jusqu'en 2028, soutient la priorité des intérêts nationaux qui, dans ce cas précis, se trouve être la protection de son secteur sidérurgique, crucial pour l'économie wallonne. Les usines de NLMK à Clabecq et La Louvière sont d'importants employeurs en Wallonie, sans oublier la SOGEP, le fond d'investissement wallon qui y a récemment investi 100 millions d'euros.<sup>76</sup>

L'ambivalence de la Belgique est rendue encore plus complexe. En effet, le propriétaire du conglomérat sidérurgique russe, Vladimir Lisin, est le 3ème homme le plus riche de Russie. Il possède des liens forts avec l'industrie de l'armement russe comme l'usine de Mari, à Yoshkar-Ola, qui produit des défenses antiaériennes et l'entreprise Kupolà Ijevsk reconnue pour la mise en service des chars TOR-M.<sup>77</sup> L'oligarque russe n'est toujours pas sanctionné. Et cette situation soulève des interrogations sur les motivations derrière l'absence de sanctions contre Lisin, notamment si cela est lié à ses investissements et à son influence en Belgique ou en Wallonie.

Le député fédéral Samuel Cogolati (Ecolo) pose une question à la Chambre le 17 octobre 2023 au ministre des Affaires étrangères. « *Est-ce que la Belgique a bel et bien bloqué l'inscription de Vladimir Lisin sur la liste de sanctions européennes ?* » (Cogolati 2023) La ministre Hadja Labib lui répond : « *Les mesures restrictives de l'Union sont toujours prises à l'unanimité au sein du Conseil de l'Union européenne... Cette décision nécessite un équilibre délicat entre l'opportunité d'activer ces mesures restrictives et les intérêts des citoyens de l'Union européenne, y compris l'impact éventuel sur leur prospérité. Jusqu'à présent, le Conseil n'a pas été saisi d'une proposition d'imposer des mesures restrictives individuellement à l'encontre de monsieur Lisin.* »<sup>78</sup> (Labib 2023)

Dans un compte rendu avancé du parlement wallon, sur une commission de l'économie, du mardi 18 octobre 2022, la députée Michèle Di Mattia (PS) insiste sur le cas de Vladimir Lisin « *Si demain,*

---

<sup>76</sup>Georis, V. (2022, Octobre 6). La Belgique s'est abstenue de voter les sanctions contre la Russie. L'Echo. <https://www.lecho.be/dossiers/conflit-ukraine-russie/la-belgique-s-est-abstenue-de-voter-les-sanctions-contre-la-russie/10418759.html>

<sup>77</sup>Fayol, C., & Harari, A. (2023, décembre 19). NLMK Europe évite de peu la faillite. *L'Echo*, page 3.

<sup>78</sup>Cogolati, S. (Octobre 17 2023). Question et réponse écrite n° 55-293: L'absence de sanctions contre Vladimir Lisin (QO 38983C). La Chambre des Représentants. <https://www.lachambre.be>

*dans de nouvelles sanctions, nous visions ce type d'oligarque, peut-être y aurait-il aussi des rétorsions à l'égard de propres intérêts en Wallonie... à tout moment, nous pourrions être en bord de rupture, y compris pour les travailleurs concernés. »<sup>79</sup> (Di Mattia 2022)*

Lors de la même commission économique au Parlement wallon, Olivier Maroy, député (MR) et André Antoine (Les Engagés) interrogent Willy Borsus, ministre wallon de l'économie (MR), sur l'impact des sanctions européennes contre la Russie pour les usines NLMK de Clabecq et La Louvière. Le ministre wallon de l'économie répond : *« Il s'agit d'un dossier particulièrement complexe... il y a en effet la guerre abominable que la Russie livre à l'Ukraine... La Wallonie est solidaire des trains de sanctions qui ont été successivement décidés au niveau européen... Il s'agit de prendre toute démarche utile en vue de préserver l'activité chez nous et la situation de nos travailleuses et travailleurs »*. (Borsus 2022) Cette déclaration met en lumière l'ambiguïté de la position wallonne concernant les mesures restrictives européennes, visant notamment l'acier russe.<sup>80</sup>

À Bruxelles, la chancellerie ne fait aucun commentaire sur ce qu'elle considère comme une « hypothèse » où la Belgique aurait participé à la protection de l'oligarque contre une « paix sociale » en Wallonie. La coïncidence entre l'absence de sanctions contre Vladimir Lisin et ses intérêts significatifs en Belgique et en Wallonie suscite des interrogations. La décision de la Belgique de protéger son secteur sidérurgique, et donc indirectement les intérêts de Lisin, peut être vue comme une mesure de sauvegarde économique.

---

<sup>79</sup>Parlement Wallon. (Octobre 18 2022). Session 2022-2023. Compte rendu avancé des séances publiques de commission: Commission de l'Économie, de l'Aménagement du Territoire et de l'Agriculture. (PW CRAC n°29).

<sup>80</sup> July, B. (2022, 13 décembre). Un «dossier complexe» pour la Wallonie. *Le Soir*. <https://www.lesoir.be/482672/article/2022-12-13/un-dossier-complexe-pour-la-wallonie>

## 8. Décembre 2023, le secteur du Diamant.

L'industrie du diamant en Belgique, avec Anvers comme centre névralgique, représente un volume de commerce de 37,23 milliards d'euros en 2021. Cela représente donc 13,5 % du PIB belge, qui s'élève à environ 500 milliards d'euros.<sup>81</sup>

Un forum d'analyse et d'opinion appelé « l'Observatoire de l'Europe » estime qu'environ 84 % des diamants bruts et 50 % des diamants taillés à l'échelle mondiale transitent par Anvers, ce qui fait de cette ville portuaire un « hub » du réseau diamantaire mondial.<sup>82</sup>

Cela traduit la prééminence du secteur dans l'économie belge bien qu'il reste compliqué de quantifier la portée structurelle sur l'emploi. Tom Neys, le porte-parole de l'Antwerp World Diamond Center Foundation (AWDCF) avance le chiffre de 10 000 emplois directs et indirects dépendant de la Hoveniersstraat. Hans Merket de « International Peace Information Service » (IPIS) estime, lui, que la totalité des emplois directs et indirects avoisine les 4 000 emplois.<sup>83</sup>

C'est donc sans équivoque que l'on peut déterminer l'importance du poids du secteur diamantaire en Belgique. D'abord on remarque son impact sur l'économie locale, avec les milliers d'emplois qu'elle génère, et ensuite la présence belge qu'elle procure sur la scène internationale du fait du rôle d'Anvers et de ses « institutions » dans le réseau du diamant comme le Syndicat de l'industrie diamantaire belge (SBD), la Fédération Mondiale des Bourses Diamantaires (WFDB) ou encore le World Diamond Council (WDC). La Belgique est le principal protagoniste des sanctions à l'égard de la Russie sur la question du diamant. Elle en détient toutes les responsabilités pour préserver son

---

<sup>81</sup>Mathieu F. (2022, 25 février). Le secteur du diamant exclu des sanctions contre la Russie. La Libre. [https://www.lalibre.be/economie/conjoncture/2022/02/25/le-secteur-du-diamant-exclu-des-sanctions-contre-la-russie-3H6QJ2TRUVBSHJFREA7ODU7JHI/#:~:text=Le%20commerce%20du%20diamant%20\(importations.les%20500%20milliards%20d'euros.](https://www.lalibre.be/economie/conjoncture/2022/02/25/le-secteur-du-diamant-exclu-des-sanctions-contre-la-russie-3H6QJ2TRUVBSHJFREA7ODU7JHI/#:~:text=Le%20commerce%20du%20diamant%20(importations.les%20500%20milliards%20d'euros.)

<sup>82</sup>Gayet, A-N. (2023, 21 septembre) Titre de l'article. Euractiv. La Belgique veut mettre fin aux diamants russes. Euractiv. Consulté le dimanche 14 janvier 2024. <https://www.euractiv.fr/section/ukraine/news/la-belgique-veut-mettre-fin-aux-diamants-russes/>

<sup>83</sup> Info, L. rédaction. (2023, 6 décembre). Guerre en Ukraine : accord au G7 pour restreindre les importations de diamants russes. RTBF. <https://www.rtbf.be/article/guerre-en-ukraine-accord-au-g7-pour-restreindre-les-importations-de-diamants-russes-11297258>

atout économique, pour jouer un rôle primordial sur la scène internationale et pour isoler un peu plus la Russie.

*« Ici nous luttons contre la Tyrannie qui veut diviser l'Europe, nous luttons contre la tyrannie qui veut détruire ceux qui aiment la liberté. Mais il existe ceux pour qui les diamants russes vendus à Anvers sont ceux plus importants. Ceux qui préfèrent leur revenu à notre liberté »*<sup>84</sup> (Zelensky 2022) Bien que cette phrase ait été prononcée par le président Zelensky lors d'une séance plénière du parlement fédéral belge en mars 2022, elle fait surtout écho dans les couloirs du Conseil Européen.

En juin 2023, après onze paquets de sanctions, il n'y a toujours aucune mesure restrictive imposée sur les diamants russes. Or la Russie se distingue comme leader de l'extraction des diamants. Elle est le premier producteur mondial de diamants bruts en volume, on parle de plus de 30 %. La pierre précieuse est le troisième produit d'exportation du Kremlin après le pétrole et le gaz. Elle rapporterait à Moscou entre 3 et 5 milliards de dollars chaque année et cela permet aussi à Moscou d'avoir un approvisionnement en devises étrangères sûr. Alrosa est la principale société, qui extrait et exporte le diamant russe, et elle est détenue aux deux tiers par l'État et son dirigeant, Sergej S. Ivanov, qui est un proche du Kremlin.<sup>85</sup>

Il existe aussi un lien entre Alrosa et l'armée russe. L'entreprise a financé l'entretien et la modernisation d'un sous-marin militaire russe B-871 portant le même nom que la compagnie d'extraction de diamants. Ce sous-marin est déployé en mer Noire, dans les alentours de Sébastopol et il est équipé des missiles de croisière Kalibr-PL.<sup>86</sup>

---

<sup>84</sup>Zelensky, V. (2022). Visioconférence avec le président Zelensky [Discours au Parlement Belge] . Bruxelles, Belgique. <https://www.dekamer.be/media/index.html?language=fr&sid=55S004&offset=1607>

<sup>85</sup>Stroobants, J-P. (2023, Février 28). Les diamants russes échappent encore aux sanctions européennes, la Belgique satisfaite. Le Monde. [https://www.lemonde.fr/economie/article/2023/02/28/les-diamants-russes-echappent-encore-aux-sanctions-europeennes-la-belgique-satisfaite\\_6163589\\_3234.html](https://www.lemonde.fr/economie/article/2023/02/28/les-diamants-russes-echappent-encore-aux-sanctions-europeennes-la-belgique-satisfaite_6163589_3234.html)

<sup>86</sup>Minisini, L. (2023, Octobre 26). À Anvers, les impossibles sanctions contre les diamants russes. Le Monde. [https://www.lemonde.fr/m-le-mag/article/2023/10/26/a-anvers-les-impossibles-sanctions-contre-les-diamants-russes\\_6196498\\_4500055.html](https://www.lemonde.fr/m-le-mag/article/2023/10/26/a-anvers-les-impossibles-sanctions-contre-les-diamants-russes_6196498_4500055.html)

Alrosa considère la Belgique comme son point d'entrée sur le marché international. 36% de sa production est écoulee dans la ville portuaire. Le chiffre d'affaire de l'entreprise à Anvers s'élève, en 2023, à 132,5 millions d'euros. C'est un montant qui est supérieur à la moyenne de 97 millions d'euros avant la guerre.<sup>87</sup>

L'absence de restrictions occidentales réfléchies et conjointes permet au secteur du diamant russe d'être relativement peu touché par les sanctions depuis le début de la guerre en Ukraine. La raison en est un jeu complexe dans les coulisses des institutions européennes, de la diplomatie belge, du lobby diamantaire d'Anvers et de la puissance d'un géant russe.

Le 14 septembre 2022, Le Premier ministre De Croo a manifesté des hésitations à l'égard des mesures punitives ciblant les diamants en provenance de Russie. Pour lui, les sanctions visant les diamants russes, porteraient un coup dur au plus grand centre de commerce de diamants au monde, le WDCA qui se trouve à Anvers. Il ajoute même que ça serait une "grosse perte" économique pour la Belgique.<sup>88</sup>

On peut donc imaginer que la diplomatie belge a dû lutter, une fois de plus, dans les coulisses du Service européen pour l'action extérieure (SEAE) pour que les sanctions sur les diamants russes arrivent le plus tard possible à l'agenda européen. Hans Merket, chercheur à l'IPIS insinue que *« officiellement, nous entendons dire que c'est la Belgique qui a fait pression pour que l'UE n'interfère pas dans le secteur du diamant »*. (Merket 2022) C'est évidemment très difficile de le prouver du fait de la discrétion des différents protagonistes. Mais d'après Roland Papp de Transparency International, la Belgique exerce une influence dans les « coulisses » pour qu'on n'impose pas les diamants russes dans la liste de sanctions soumis au vote du Conseil de l'UE. En

---

<sup>87</sup>Georis, V. (2023, janvier 23). La Belgique reste opposée aux sanctions contre les diamants russes. L'Echo. <https://www.lecho.be/dossiers/conflit-ukraine-russie/la-belgique-reste-opposee-aux-sanctions-contre-les-diamants-russes/10443814.html>

<sup>88</sup>La Rédaction. (2022, septembre 25). L'UE réfléchit à un boycott des diamants russes, la Belgique réticente. LN24. <https://www.ln24.be/2022-09-25/lue-reflechit-un-boycott-des-diamants-russes-la-belgique-reticente>

effet, le gouvernement belge lutte activement, pour éviter leur inclusion, sous la pression des lobbyistes de l'industrie diamantaire anversoise très puissante.<sup>89</sup>

Avec des sanctions, Anvers risque de perdre sa position dominante au profit de centres comme Dubaï et Mumbai. Selon Tom Neys, porte-parole de l'AWCD, « cela ne ferait que déplacer le problème à l'extérieur de l'UE ». La cessation des ventes de diamants par Alrosa à Anvers pourrait déplacer le leadership du marché diamantaire mondial vers les Émirats Arabes Unis, impactant les prix et l'éthique du secteur. La Belgique doit trouver une solution dans ce secteur en mutation pour conserver sa position.<sup>90</sup>

Les lobbyistes insistent sur l'importance de noter que les diamants bruts, une fois taillés dans un pays, adoptent la nationalité de ce pays. En l'occurrence, l'Inde, ne pratiquant aucune sanction contre la Russie, pourrait contourner l'interdiction d'importation imposée à Anvers en polissant ces diamants, les re-qualifiant ainsi en diamants indiens. C'est l'inquiétude des 1 600 entreprises anversoises de voir les diamants russes, initialement destinés à leur marché, revenir après avoir été transformés ailleurs. Et l'un des derniers éléments qu'invoque l'AWDC c'est l'impact social que de potentielles sanctions sur le secteur pourraient avoir sur les entreprises allant jusqu'à la perte de 10 000 emplois directs et indirects.<sup>91</sup>

Plusieurs médias accusent la Belgique d'user de sa diplomatie pour ne pas sanctionner les diamants russes. Selon Politico, la Belgique sollicite des dérogations aux sanctions, pour épargner son secteur diamantaire. En privé, des diplomates belges ont réussi à faire pression sur les responsables de l'UE pour que les pierres précieuses soient retirées de la liste des sanctions, rapportent de nombreux

---

<sup>89</sup>Bonnemé, R. (2023, 21 février). Enquête : la Belgique protège-t-elle le secteur du diamant russe ? RTBF. <https://www.rtbef.be/article/enquete-la-belgique-protège-t-elle-le-secteur-du-diamant-russe-11155982>

<sup>90</sup>Georis, V. (2023, janvier 23). La Belgique reste opposée aux sanctions contre les diamants russes. L'Echo. <https://www.lecho.be/dossiers/conflit-ukraine-russie/la-belgique-reste-opposée-aux-sanctions-contre-les-diamants-russes/10443814.html>

<sup>91</sup>La rédaction. (2022, 13 novembre). L'UE sanctionne le plus gros producteur de diamants russe. EurActiv. <https://www.euractiv.fr/section/ukraine/news/lue-sanctionne-le-plus-gros-producteur-de-diamants-russe/>

diplomates familiers avec les négociations sur les sanctions. Un diplomate européen ajoute même « *Cette position devient de plus en plus difficile* ». <sup>92</sup>

Sur la VRT le mercredi 23 mars 2022, le premier ministre insiste « notre pays n'a jamais bloqué de mesures liées au secteur du diamant » et réfute toute forme de lobbying pour les intérêts anversois. Selon la ministre des Affaires étrangères, Sophie Wilmès, tous les États membres ont été invités à détailler oralement leurs liens économiques avec la Russie et les impacts potentiels de sanctions sur leurs pays. « Sur la base de ces consultations, la Commission a cherché à maximiser l'impact sur la Russie tout en limitant les répercussions sur les États membres », a-t-elle expliqué. <sup>93</sup>

Pour le gouvernement fédéral, l'établissement des sanctions se fait sans langue de bois, en concertation avec tous les états membres et de manière intelligente. Et il est capital que ces mesures soient prises d'un commun accord avec tout le monde en suivant un objectif : « *les mesures doivent frapper l'adversaire plus durement que nous-mêmes* » réaffirme le premier ministre belge. <sup>94</sup>

Sur la scène internationale, la Belgique commence à embarrasser la classe politique européenne. Selon un conseiller au sein du gouvernement belge, les « risques réputationnels deviennent énormes » alors que Volodymyr Zelensky évoque régulièrement le sujet avec le premier ministre Alexander De Croo. <sup>95</sup>

Le gouvernement fédéral donne l'impression de « jouer contre la montre ». Il se retrouve dans l'obligation d'accomplir une tâche dans les plus brefs délais sous la pression de ces députés. Pour Ecolo et Vooruit, il devient difficile de soutenir la réticence belge à envisager un embargo européen sur les diamants en provenance de Russie. En mars 2023, Samuel Cogolati, député écologiste, écrit

---

<sup>92</sup>Gridneff, I. (2022, septembre 22). Belgium's diamonds lose shine amid Russia sanctions talk. Politico. <https://www.politico.eu/article/belgium-antwerp-diamonds-russia-sanctions-talk/>

<sup>93</sup>Rédaction avec agence. (2022, mars 23). Notre pays n'a jamais bloqué de mesures liées au secteur du diamant, affirme Alexander De Croo. RTBF. <https://www.rtf.be/article/notre-pays-n-a-jamais-bloque-de-mesures-liees-au-secteur-du-diamant-affirme-alexander-de-croo-10960877>

<sup>94</sup>LN24. (2023, février 9). La Belgique doit inclure le secteur du diamant dans les paquets de sanctions. LN24. <https://www.ln24.be/videos/2023/02/09/la-belgique-doit-inclure-le-secteur-du-diamant-dans-les-paquets-de-sanctions-q8xq303/>

<sup>95</sup>Kelepouris, S., & Struys, B. (2022). Een geslepen lobby: hoe een Russische diamant-oligarch zaken kan blijven doen vanuit België [Format PDF].

une résolution qui a été adoptée par les parlementaires belges. Celle-ci appelle à l'arrêt des importations de diamants russes au sein de l'Union européenne, une mesure interprétée comme « un signe puissant » en écho aux nombreuses demandes du président ukrainien Volodymyr Zelensky.<sup>96</sup>

Bruxelles envisage alors une responsabilité au-delà de l'Europe qui implique les pays du G7. Tout simplement parce qu'ils représentent presque 70 % du marché mondial du diamant. La Belgique ne veut pas perdre sa position de « Hub diamantaire mondial » et insiste pour que les pays du G7 exercent une pression sur l'Inde, les Émirats arabes unis ou le Qatar afin qu'ils ne tirent pas avantage des sanctions européennes. Ainsi l'impact sur Anvers pourrait rester sous contrôle.<sup>97</sup>

« *Veut-on renforcer des circuits commerciaux moins éthiques et moins transparents ?* », interroge l'AWDC, c'est pourquoi le lobby diamantaire assure une pression sur l'État belge pour obtenir des sanctions au niveau du G7, afin de faire pression sur tous les protagonistes qui agissent avec une traçabilité incertaine.<sup>98</sup>

La Belgique réussit à transformer cette perception en devenant une autorité dominante dans la prévention du financement de conflits grâce au négoce de diamants. Par le biais d'une collaboration poussée avec le G7 et la Commission européenne pour l'élaboration de standards de traçabilité pour les diamants, la Belgique prend l'initiative en mettant en œuvre un dispositif de traçabilité innovant basé sur la technologie blockchain. Cet effort vise à authentifier et confirmer la provenance des diamants importés, qui institue alors une stratégie efficace pour diminuer drastiquement les transferts financiers en direction de la Russie via ce secteur.<sup>99</sup>

---

<sup>96</sup>Le Figaro avec AFP. (2023, avril 26). Diamants russes : le Parlement belge plaide pour interdire les importations dans l'UE. Le Figaro. <https://www.lefigaro.fr/flash-eco/diamants-russes-le-parlement-belge-plaide-pour-interdire-les-importations-dans-l-ue-20230426>

<sup>97</sup>Liboreiro, J. (2023, octobre 11). Bientôt des sanctions sur les diamants russes, selon le Premier ministre belge. euronews. <https://fr.euronews.com/my-europe/2023/10/11/bientot-des-sanctions-sur-les-diamants-russes-selon-le-premier-ministre-belge>

<sup>98</sup>Stroobants, J-P. (2023, Février 28). Les diamants russes échappent encore aux sanctions européennes, la Belgique satisfaite. Le Monde. [https://www.lemonde.fr/economie/article/2023/02/28/les-diamants-russes-echappent-encore-aux-sanctions-europeennes-la-belgique-satisfaite\\_6163589\\_3234.html](https://www.lemonde.fr/economie/article/2023/02/28/les-diamants-russes-echappent-encore-aux-sanctions-europeennes-la-belgique-satisfaite_6163589_3234.html)

<sup>99</sup>Rettman, A. (2023, October 20). Diamonds to star in new EU sanctions on Russia. EUobserver. <https://euobserver.com/world/157585>

L'instauration d'un mécanisme de suivi pour les diamants implique que chaque pierre vendue dans un État membre de l'UE ou du G7 devra d'abord transiter par Anvers pour obtenir une certification attestant de sa non-provenance de Russie. Cette démarche renforce la possibilité d'interdire les diamants russes dans les économies les plus prospères du monde dès l'année 2023. Une fois que la provenance des diamants est assurée, ils pourront être exportés pour la taille ou la revente. Ce dispositif minimise l'impact des sanctions sur Anvers et tire avantage. Koen Vandembemt, professeur de Stratégie à l'Université d'Anvers, déclare sur Euronews : « *Anvers a toujours été la principale plaque tournante du commerce des diamants. Nous étions en train de perdre cette position. Avec le système actuel, les flux reviendront vers Anvers* ». <sup>100</sup>

À travers ces démarches, la Belgique évolue de la position d'un participant récalcitrant à celle d'un pionnier dans l'imposition de mesures de sanctions précises, mettant en avant son rôle essentiel dans l'exercice de pressions économiques sur la Russie tout en garantissant la probité de son marché diamantaire.

## **9. L'énergie**

La position dominante de la Russie sur l'échiquier énergétique global est incontestée. Moscou occupe la sixième place mondiale avec ses réserves pétrolières estimées à 103 milliards de barils, ce qui représente 6 % des réserves mondiales. Elle domine également le secteur du gaz naturel avec 39 mille milliards de m<sup>3</sup>, soit 20 % des réserves mondiales. Et en termes de charbon, ses réserves se classent au deuxième rang mondial avec 157 milliards de tonnes, occupant 18 % du total mondial. <sup>101</sup>

L'intervention militaire en Ukraine met en lumière les vulnérabilités du secteur énergétique européen. Bien que la Russie honore ses engagements contractuels sur le long terme, les analystes soulignent son manque de volonté à accroître ses livraisons à court terme. La crainte d'une

---

<sup>100</sup>Sanchez Alonso, A. (2023, décembre 21). Anvers anticipe la mise en œuvre des sanctions sur les diamants russes. euronews. <https://fr.euronews.com/my-europe/2023/12/21/anvers-anticipe-la-mise-en-oeuvre-des-sanctions-sur-les-diamants-russes>

<sup>101</sup>Furfari, S. (2022, 18 mars). L'énergie russe, grandeur et décadence. *Conflits, Revue de Géopolitique*. <https://www.revueconflits.com/energie-russe-grandeur-decadence-samuele-furfari/>

éventuelle suspension des flux gaziers russes vers l'Europe provoque une réaction nerveuse sur les marchés.<sup>102</sup>

« *La situation est grave, mais la Belgique est pleinement préparée* » (Van der Straeten 2022), déclare Tinne Van der Straeten, la ministre fédérale de l'Énergie, suite à une conférence de presse à la sortie des Kern le 27 avril 2022.<sup>103</sup>

En Belgique, une petite fraction du gaz importé provient de Russie. Ce gaz passe directement par les pipelines au point d'interconnexion d'Eynatten, situé près de Verviers. Il représente environ 4 % du total du gaz importé par la Belgique. Cette situation place la Belgique dans une position relativement indépendante vis-à-vis du gaz russe, comparativement à l'ensemble de l'Union européenne, où environ 40 % du gaz naturel consommé provient de Russie.<sup>104</sup>

L'étude de la Commission de Régulation de l'Électricité et du Gaz (CREG), du 31 août 2022, montre que les prix du gaz naturel sur le marché de gros atteignent des niveaux environ 15 fois plus élevés que ceux observés avant la crise du Covid-19. Pour savoir ce que ces chiffres représentent concrètement, on peut le projeter comme suit : si le prix du gaz était d'environ 20 €/MWh avant la crise, les niveaux du prix grimpent à approximativement 300 €/MWh à certains moments depuis le début du conflit. La guerre en Ukraine entraîne une volatilité extrême des prix du gaz. Par exemple, les prix connaissent des fluctuations allant de 87 €/MWh à 184 €/MWh en l'espace de quelques semaines durant la rédaction même de ce rapport. Cela augmente l'incertitude et la réactivité du marché aux développements du conflit.<sup>105</sup>

---

<sup>102</sup>Eneco. (2022). La situation en Ukraine et ses conséquences sur votre facture de gaz. Récupéré de Eneco Belgium SA: <https://www.eneco.be/fr/ukraine-et-votre-facture-de-gaz>

<sup>103</sup>Trends-Tendances. (2022, 27 avril). Gaz russe: "La situation est grave, mais la Belgique est pleinement préparée" [Mise à jour le 26 juillet 2022]. *Trends-Tendances*. <https://trends.levif.be/a-la-une/politique-economique/gaz-russe-la-situation-est-grave-mais-la-belgique-est-pleinement-preparee/#>

<sup>104</sup>Service Public Fédéral (SPF) Économie. (2022). Risque de pénurie de gaz naturel. <https://economie.fgov.be/fr/themes/energie/securite-dapprovisionnement/gaz-naturel/risque-de-penurie>

<sup>105</sup>Commission de Régulation de l'Électricité et du Gaz (CREG). (2022). Étude sur l'impact de la persistance de prix élevés sur les marchés de gros du gaz et de l'électricité (31 août 2022). Commission de Régulation de l'Électricité et du Gaz. page 64,67 et 68.

« *Des mesures urgentes sont nécessaires, nos foyers sont les deuxièmes plus gros consommateurs d'énergie de toute l'Europe. Le gouvernement fédéral fournira l'aide qu'il faut* » (Van der Straeten 2022) , annonce la ministre de l'Énergie Tinne Van der Straeten.<sup>106</sup>

Le gouvernement du Premier Ministre Alexander De Croo met l'accent sur des actions immédiates et concrètes au niveau national<sup>107</sup>:

- Il y a un tarif social : le Gouvernement décide d'étendre temporairement le tarif social aux personnes vulnérables.
- Une réduction de la TVA : le taux de TVA réduit à 6 % pour les ménages.
- Le « cliquet inversé » : le gouvernement ajuste les taxes en fonction de la volatilité des prix.

Bruxelles plaide pour une intervention des 27 pays membres sur les marchés de gros d'énergie, avec la proposition d'établir un plafond européen sur les prix du gaz. Ce seuil agirait comme un frein. Il suspend les transactions si les prix dépassent un certain niveau et protège les consommateurs des impacts des fluctuations drastiques des prix. « *Pour moi, le marché ce n'est pas une religion... Si le marché ne fonctionne pas pour les gens, il faut intervenir.* » (De Croo 2023) insiste le premier ministre Alexander De Croo.<sup>108</sup>

La diplomatie belge met un accent particulier sur le secteur énergétique. Bruxelles veut atteindre deux objectifs : renforcer ses liens énergétiques et assurer un approvisionnement stable au sein de l'UE. La Belgique contribue à une union énergétiquement indépendante. Profitant de sa géographie et de son réseau gazier, la Belgique prend le leadership dans la sécurisation énergétique européenne.

---

<sup>106</sup>Van der Straeten, T., & Lalieux, K. (2022, 10 mars). Table ronde sur les prix de l'énergie : des mesures à court terme pour les factures et pour la transition énergétique sont nécessaires pour aider les ménages à faire face aux prix élevés. news.belgium.be. <https://news.belgium.be/fr/table-ronde-sur-les-prix-de-lenergie-des-mesures-court-terme-pour-les-factures-et-pour-la>

<sup>107</sup>Commission de Régulation de l'Électricité et du Gaz (CREG). (2022, 31 août). Étude sur l'impact de la persistance de prix élevés sur les marchés de gros du gaz et de l'électricité [Version non-confidentielle]. CREG. Page 42 et 43

<sup>108</sup>RTBF. (2024, 28 mars). Que faire pour que l'école ne renforce pas les inégalités sociales? (en public) [Épisode de podcast]. Dans *Déclic - Le Tournant*. [https://www.rtf.be/auvio/detail\\_declic-le-tournant?id=2891747](https://www.rtf.be/auvio/detail_declic-le-tournant?id=2891747)

Son engagement dans des organismes internationaux comme l'Agence Internationale de l'Énergie (AIE) ou l'Agence internationale pour les énergies renouvelables (IRENA), et dans le Traité sur la Charte de l'énergie démontre sa volonté de façonner une stratégie énergétique européenne ambitieuse.<sup>109</sup>

La Belgique est engagée dans quatre groupes européens d'étude de risque qui mettent en avant les principaux défis pour la stabilité de l'approvisionnement en gaz dans l'UE<sup>110</sup> :

- Groupe risque gaz à faible pouvoir calorifique (L-gaz) : il s'assure de la surveillance et de la distribution de ce gaz au travers de l'UE. Il détecte les éventuels problèmes de perturbation de flux. Il est responsable des échanges de gaz entre les États membres.
- Groupe risque Mer du Nord : il assure la gestion des risques et la coopération en matière d'approvisionnement énergétique entre les pays bordant la mer du Nord. Il vise à maximiser l'efficacité de l'exploitation et de la distribution de l'énergie (gaz naturel et éolien offshore).
- Groupe risque mer Baltique : il est chargé de superviser et de gérer les questions de sécurité liées à l'approvisionnement en gaz des nations bordant la mer Baltique. Il veille à garantir une alimentation stable et sûre en énergie pour cette zone.
- Groupe risque Biélorussie : il identifie et gère les défis liés au transit du gaz de la Biélorussie. Il assure de maintenir un approvisionnement stable en gaz pour les États membres de l'UE susceptibles d'être impactés par des interruptions dans cette zone.

Durant l'année 2022, la Belgique établit une série de rencontres bilatérales dans le cadre d'une diplomatie basée sur l'énergie. Elle entame des dialogues directs avec ses partenaires européens

---

<sup>109</sup>Service public fédéral Affaires étrangères, Commerce extérieur et Coopération au Développement. (2023, 17 novembre). La politique de la Belgique au sein de l'UE : Énergie et climat. <https://diplomatie.belgium.be/fr/politique/coordination-des-affaires-europeennes/la-politique-de-la-belgique-au-sein-de-lue/energie-et-climat>

<sup>110</sup>Federal Public Service Economy, S.M.E.s, Self-Employed and Energy. (2024). *Preventive Action Plan Belgium*. FPS Economy, S.M.E.s, Self-Employed and Energy. page 17,18,19,20 et 21. <https://economie.fgov.be/sites/default/files/Files/Energy/Preventive-Action-Plan-Belgium-Gas-Supply.pdf>

pour renforcer la coopération dans les secteurs de l'éolien offshore et de l'hydrogène pour consolider l'indépendance énergétique de l'Europe.

L'industrie belge de l'énergie éolienne maritime est considérée comme l'une des meilleures du monde. Ce développement assure la place de leader mondial auprès de l'AIE. Ces parcs éoliens, qui détiennent une capacité installée totale de 2,262 MW, ont injecté environ 8 TWh dans le réseau électrique national en 2022. Cette quantité d'énergie est capable de subvenir aux exigences énergétiques annuelles d'approximativement 2.3 millions de foyers et représente 10.2 % de la consommation électrique globale de la Belgique.<sup>111</sup>

La Belgique vise à devenir un centre stratégique européen pour l'hydrogène, avec le port d'Anvers facilitant l'importation et la distribution continentale. Sous l'égide de la ministre Tinne Van der Straeten, une stratégie nationale dédiée à l'hydrogène est lancée, visant à « devenir la plaque tournante de l'hydrogène en Europe » pour renforcer l'indépendance énergétique du pays. Cette stratégie repose sur quatre piliers : positionner la Belgique comme un hub européen pour l'hydrogène, renforcer son rôle de leader dans les technologies hydrauliques, développer un marché robuste pour l'hydrogène et miser sur la coopération internationale. La Belgique poursuit ses objectifs d'autonomie énergétique par l'innovation et le dialogue bilatéral avec ses partenaires.<sup>112</sup>

Le 23 février 2022, la Belgique et la Norvège signent une coopération énergétique. Cet accord renforce la coopération bilatérale par un échange élargi de connaissances et d'avancées technologiques dans les domaines clés des énergies renouvelables telles que l'éolien et l'hydrogène.<sup>113</sup>

---

<sup>111</sup>BOP A.S.B.L. (2024, 3 janvier). Les parcs éoliens de la mer du Nord belge tirent un bilan satisfaisant de l'année éolienne 2023. BOP. <https://www.belgianoffshoreplatform.be/fr/news/les-parcs-eoliens-de-la-mer-du-nord-belge-tirent-un-bilan-satisfaisant-de-lannee-eolienne-2023/>

<sup>112</sup>Service public fédéral Economie, P.M.E., Classes moyennes et Energie. (2024). *Stratégie fédérale belge pour l'hydrogène*. <https://economie.fgov.be/fr/themes/energie/transition-energetique/strategie-federale-belge-pour-lhydrogene>

<sup>113</sup>De Croo, A. (2022, 23 février). La Belgique et la Norvège signent une coopération énergétique: « Une étape importante dans la formation d'une coalition en mer du Nord ». Gouvernement belge. <https://www.premier.be/fr/la-belgique-et-la-norvege-signent-une-cooperation-energetique#:~:text=La Belgique et la Norvège coopéreront notamment dans les domaines,importance de l'unité occidentale>

Le 10 et 11 mars se tient, à Paris, le Conseil européen spécial de Versailles. Le premier ministre belge a su convaincre ses homologues des 27 pays membres d'introduire un concept novateur : le "corridor de prix dynamique" pour le gaz naturel. Cette solution modère les fluctuations extrêmes des prix. Ce concept impose les achats groupés de gaz. Ces achats doivent représenter au moins 15 % des besoins nationaux pour être efficace et exercer une pression à la baisse sur les prix. « C'est un grand pas en avant, mais je ne serai satisfait que quand le plafonnement des prix deviendra réalité, et que les factures continueront de baisser », insiste Alexander De Croo à la fin du sommet.<sup>114</sup>

La Belgique prend la place de « leadership » et garantit la sécurité énergétique au sein de l'UE. Selon le chef du gouvernement belge, la tâche est inédite et complexe : « *Nous leur demandons une chose qu'ils n'ont encore jamais faite, c'est-à-dire d'intervenir sur le marché du gaz, tout en garantissant la sécurité d'approvisionnement.* » (De Croo 2023)<sup>115</sup>

Face à un paysage énergétique européen en pleine mutation, la Belgique, sous l'impulsion de la ministre de l'Énergie, ajuste les ambitions du gouvernement : « *Le gouvernement fédéral fait de l'hydrogène vert, c'est-à-dire produit à partir d'énergies renouvelables, l'un des piliers de sa politique énergétique. L'ambition est de faire de la Belgique un hub important sur le Vieux-Continent dans ce domaine.* »<sup>116</sup> (Van der Straeten 2023)

La Belgique s'oriente stratégiquement vers l'hydrogène, ciblant la diversification des importations, l'augmentation du stockage, et l'utilisation de son infrastructure portuaire pour devenir un carrefour pour l'hydrogène renouvelable. L'événement « Belgium, your energy hub in Europe », présidé par le Premier ministre De Croo et les ministres concernés, rassemble des acteurs clés pour discuter de la

---

<sup>114</sup>Allo, M. (2024, 22 février). Deux ans de guerre en Ukraine... et de sanctions européennes : où en est-on vraiment avec le pétrole et le gaz russes ? *RTBF*. <https://www.rtf.be/article/deux-ans-de-guerre-en-ukraine-et-de-sanctions-europeennes-ou-en-est-on-vraiment-avec-le-petrole-et-le-gaz-russes-11333694>

<sup>115</sup>B.Dy et V.La. (2022, 10 mars). Alexander De Croo sur la guerre en Ukraine et l'énergie: «Il faut intervenir sur le marché de gros». *Le Soir*. <https://www.lesoir.be/429081/article/2022-03-10/alexander-de-croo-sur-la-guerre-en-ukraine-et-lenergie-il-faut-intervenir-sur-le>

<sup>116</sup>Van der Straeten, T. (2022, 15 novembre). La Belgique veut donner un coup de fouet au développement de l'hydrogène vert. *Canal Z*. Mis à jour le 9 février 2023. <https://trends.levif.be/a-la-une/energie/la-belgique-veut-donner-un-coup-de-fouet-au-developpement-de-lhydrogene-vert/>

vision belge de l'avenir de l'hydrogène. Avec la création du « Belgian Hydrogen Council », le pays favorise la coopération et promeut l'industrie belge de l'hydrogène à l'international.<sup>117</sup>

## **10. Le 26 novembre 2022, première visite du premier ministre belge et du ministre des affaires étrangères en Ukraine.**

Ce voyage marque une étape significative dans le soutien du gouvernement belge à Kiev, la Belgique figure parmi les pays de l'Union européenne à n'avoir pas dépêché de chef de gouvernement à Kiev depuis le début du conflit. Pour se défendre, le premier ministre Alexander De Croo insiste sur le timing de cette visite. « *Nous sommes à l'aube de l'hiver et la Russie attaque la population civile. C'est l'un des moments les plus difficiles depuis le début des hostilités.* ». (De Croo 2022) La ministre des affaires étrangères Hadja Lahbib surenchérit aux journalistes « *En effet, le moment est crucial à l'approche de l'hiver, la Belgique va à nouveau soutenir l'Ukraine.* »<sup>118</sup> (Lahbib 2022)

Si cette visite semble affirmer un soutien solide à l'Ukraine, on peut y voir plusieurs points de critique sur la gestion et la stratégie de politique étrangère belge.

D'abord, cette rencontre diplomatique survient très tard depuis le début de l'invasion russe. Cette temporalité tardive indique un manque de leadership au sein de l'UE, suggérant une tendance à suivre plutôt qu'à guider. Cela contraste avec l'affirmation de la Belgique comme l'un des premiers contributeurs à l'assistance militaire, mettant en lumière une possible discordance entre l'aide concrète et l'engagement politique visible.

La justification, de l'approche de l'hiver et des attaques contre les civils, semble mettre en avant une « réaction » plutôt qu'une « action » diplomatique anticipée et stratégique. La communication de la

---

<sup>117</sup>Rohart, F. (2022, 16 novembre). La Belgique en honnête courtier de la course à l'hydrogène. L'Echo. <https://www.lecho.be/>

<sup>118</sup>Carton, A. avec Agences. (2022, 26 novembre). La visite du Premier ministre en Ukraine, le programme "Grain for Ukraine" : le point sur la guerre en Ukraine ce 26 novembre. RTBF. <https://www.rtbf.be/article/la-visite-du-premier-ministre-en-ukraine-le-programme-grain-for-ukraine-le-point-sur-la-guerre-en-ukraine-ce-26-novembre-11111941>

chancellerie semble être sur la défensive quant aux critiques. Ils savent l'importance d'être vus sur place.

Le Premier ministre et la ministre des Affaires étrangères prévoient une rencontre avec le président ukrainien, Volodymyr Zelensky. Durant cette rencontre bilatérale, le gouvernement belge annonce une aide supplémentaire de 37,4 millions d'euros, portant la contribution totale de la Belgique depuis le début du conflit à 221,7 millions d'euros.<sup>119</sup>

Elle se divise en deux. D'abord, il y a un appui militaire composé de deux laboratoires mobiles d'unité de soins, dix drones sous-marins et de la formation militaire comme le combat rapproché ou du soutien par l'artillerie.<sup>120</sup> Ensuite, Bruxelles propose une assistance multidimensionnelle incluant des générateurs, des trousse de secours, des sacs de couchage pour l'hiver et un soutien financier pour un volet d'aide humanitaire. En parallèle, des projets de réhabilitation et de reconstruction sont envisagés, avec une attention particulière pour la remise en état de 14 hôpitaux ainsi que de diverses infrastructures liées à l'eau et au chauffage, en collaboration avec l'Organisation internationale pour les migrations (OIM).<sup>121</sup>

La participation du Premier ministre à la cérémonie commémorative de l'Holodomor incarne la quintessence de la politique étrangère belge. Elle juxtapose la participation de la Belgique à l'initiative « Grain from Ukraine ». Bruxelles veut agir sur le long terme de manière cohérente. Elle veut réaffirmer son rôle sur la scène internationale comme une nation qui reste fidèle à ses principes d'humanité. Cette démarche belge apporte des réponses concrètes aux défis globaux sans pour autant tout miser sur la force militaire malheureusement nécessaire en temps de guerre.

La réponse à ce contexte est l'initiative « Grain from Ukraine » qui se présente comme une action humanitaire audacieuse, initiée entre autre par la Belgique avec la collaboration du Programme

---

<sup>119</sup>Carton, A., Warlop, Q., & Agences. (2022, 26 novembre). Ukraine : Alexander De Croo et Hadja Lahbib ont rencontré Volodymyr Zelensky à Kiev. *RTBF*. <https://www.rtbf.be/article/guerre-en-ukraine-alexander-de-croo-et-hadja-lahbib-en-visite-a-kiev-ce-samedi-11111977>

<sup>120</sup>Clapson C. (2022, 26 novembre). Belgian Prime Minister Alexander De Croo in Ukraine. *The Brussels Times Magazine*. <https://www.brusselstimes.com/328175/belgian-prime-minister-alexander-de-croo-in-ukraine>

<sup>121</sup>LA Rédaction. (2022, 26 novembre). Alexander De Croo et Hadja Lahbib sont en visite en Ukraine. *Moustique*. <https://moustique.lalibre.be/actu/monde/2022/11/26/alexander-de-croo-et-hadja-lahbib-sont-en-visite-en-ukraine-251592>

alimentaire mondial (PAM), face à la crise alimentaire exacerbée par le conflit.<sup>122</sup> Libérer l'Ukraine de l'embargo russe sur ces céréales.

« Grain from Ukraine » a un double rôle : sauver la matière première de la guerre et porter secours aux pays en proie à la faim qui se fournissent en Ukraine. Elle repose sur l'achat de produits agricoles ukrainiens par les participants au projet et la PAM facilite la distribution des céréales ukrainiennes aux nations les plus vulnérables à l'insécurité alimentaire.<sup>123</sup>

La Belgique, première nation à rejoindre ce programme, alloue 10 millions d'euros via la société belge d'investissement pour les pays en développement, BIO Invest. En complément, un montant de 15 millions d'euros sera alloué à des actions humanitaires à travers une contribution au Special Program for Ukraine's Recovery and Crisis Response (SPURR), qui est un programme spécifique à la Banque mondiale dédié à la relance de l'économie Ukrainienne.<sup>124</sup>

À défaut des critiques sur le timing de la visite, de la sombre réminiscence de l'Holodomor à l'actif engagement dans "Grain from Ukraine", la Belgique illustre bien son leadership dans le concert des nations qui œuvrent pour la sécurité alimentaire. Alexander De Croo termine son discours par une formule choc maintenant célèbre « *Nous continuerons à vous aider tant que cela sera nécessaire* ». <sup>125</sup> (De Croo 2022)

---

<sup>122</sup>Conseil de l'Union Européenne. (2023). Ce que font les pays de l'UE pour atténuer l'impact de la guerre menée par la Russie. <https://www.consilium.europa.eu/en/food-for-the-world-eu-countries-mitigate-impact-russia-war-fr/>

<sup>123</sup>Ministry of Foreign Affairs of Ukraine. (2024, March 14). Grain from Ukraine. Ministry of Foreign Affairs of Ukraine. <https://mfa.gov.ua/en/grain-ukraine>

<sup>124</sup>Belgique. (2024). Soutien belge à l'Ukraine. <https://diplomatie.belgium.be/fr/politique/themes-politiques/sous-la-loupe/soutien-belge-lukraine>

<sup>125</sup> Le Vif. (2023, October 10). Ce qu'il faut retenir du dernier discours d'Alexander De Croo à la Chambre. Le Vif. <https://www.levif.be/belgique/politique/federal/suivez-le-discours-dalexander-de-croo-a-la-chambre-live/>

## 11. Les aides militaires de la Belgique accordées à l'Ukraine.

« Malheureusement, les dictateurs fournissent à la Russie de manière plus régulière que beaucoup de démocraties ne le font pour l'Ukraine » (Zelensky 2023) déclare le Président Zelensky à Oslo.<sup>126</sup> Ses mots montrent une urgence sur la nécessité d'un engagement. Selon un rapport du Groupe de recherche et d'information sur la paix et la sécurité (GRIP), la première annonce de livraison d'armes est réalisée par le Premier ministre Alexander De Croo le 27 février 2022 soit trois jours après l'invasion russe. Et le 7 mars 2022 soit 2 semaines après le début de la guerre, les premières photos d'armes légères propres à la Belgique apparaissent sur les réseaux sociaux.<sup>127</sup>

La Belgique, après un an de guerre, se classe parmi les contributeurs les plus utiles.<sup>128</sup> Ça n'a pas toujours été le cas. La Belgique est un petit pays et ne perçoit pas le même degré de responsabilité dans la fourniture d'armes que des nations plus influentes telles que l'Allemagne ou celles directement adjacentes à la Russie, comme les États baltes.<sup>129</sup> Selon un premier classement de l'institut Kiel pour l'économie mondiale, en octobre 2022, le pays se trouve à la 23ème place sur un total de 31 États occidentaux. Il exclut l'aide fournie par l'Union européenne pour ne considérer que l'apport propre du pays. La Belgique alloue environ 0,15% de son PIB à l'aide pour l'Ukraine. Ça se traduit par des montants estimés à approximativement 100 millions d'euros pour le soutien militaire. Cependant, il semble que ces chiffres soient plus indicatifs d'engagements prévus que de contributions effectivement réalisées. Il y a donc plus un effet d'annonce qu'un réel engagement auprès de son partenaire ukrainien.<sup>130</sup>

---

<sup>126</sup>AFP et rédaction. (2023, décembre 13). Zelensky: "Malheureusement, les dictateurs fournissent la Russie de manière plus régulière que beaucoup de démocraties ne le font pour l'Ukraine". *La Libre*. <https://www.lalibre.be/international/europe/guerre-ukraine-russie/2023/12/13/zelensky-malheureusement-les-dictateurs-fournissent-la-russie-de-maniere-plus-reguliere-que-beaucoup-de-democraties-ne-le-font-pour-lukraine-FFJYU5YGDJESPCJF3TFR6G6RNO/>

<sup>127</sup>Groupe de recherche et d'information sur la paix et la sécurité. (2024, March 22). Les armes livrées à l'Ukraine depuis janvier 2022. Base de données et fiche d'information. <https://www.grip.org/les-armes-livrees-a-lukraine-depuis-janvier-2022-base-de-donnees-et-fiche-dinformation/>

<sup>128</sup>Henne, B. (2024, février 23). Ukraine: après deux ans de guerre, les limites de la solidarité belge. *RTBF*. <https://www.rtbef.be/article/ukraine-apres-deux-ans-de-guerre-les-limites-de-la-solidarite-belge-11334116>

<sup>129</sup>Henne, B. (2023, January 27). Ukraine : la Belgique reste en retrait. *RTBF*. <https://www.rtbef.be/article/ukraine-la-belgique-reste-en-retrait-11143363>

<sup>130</sup>Kiel Institute for the World Economy. (2022, octobre 19). The Ukraine Support Tracker: Which countries help Ukraine and how? <https://www.ifw-kiel.de>

Ce faible niveau de soutien suscite des interrogations dans l'opposition. Le député Georges Dallemagne (des Engagés) juge l'aide de notre pays à l'effort de guerre « *scandaleusement faible par rapport à nos capacités, à notre responsabilité historique au centre de l'Europe et à notre devoir de solidarité. Les paroles sont claires de la part du gouvernement belge mais elles ne sont pas suivies d'actes.* »<sup>131</sup> (Dallemagne 2023)

Le soutien de Bruxelles à Kiev augmente à la fin de l'année 2023 car la guerre semble durer. Cette aide est un équilibre de prudence politique, de contraintes économiques et de calculs stratégiques qui mettent en lumière les défis nationaux.

On parle maintenant de 500 millions au total d'aide que Bruxelles fournit dont 341 millions d'aide militaire. Bien que ces chiffres soient difficiles à vérifier, c'est la source de cette générosité qui interpelle ou fascine. Presque la totalité de l'aide belge à l'Ukraine est financée par les intérêts des avoirs russes gelés chez Euroclear grâce à la taxe compte titre. Cela transforme ainsi les dividendes d'une économie contestée en un levier de soutien pour l'Ukraine. Cette astuce financière révèle non seulement l'ingéniosité belge mais aussi une solidarité qui ne se fait pas au détriment de ses citoyens.<sup>132</sup>

Rustem Umerov, le ministre de la Défense ukrainienne vise à stimuler la collaboration avec la Belgique. Dans le domaine de la défense et de la production d'armements, il encourage une participation plus active des entreprises belges à la fourniture d'équipements militaires et de technologies de pointe nécessaires pour soutenir l'Ukraine. Selon le rapport n° 2218 publié en février 2024 par l'Institut de Kiel pour l'Économie Mondiale, la Belgique s'illustre en se positionnant fièrement au 16e rang mondial en termes de contributions d'aide militaire.<sup>133</sup>

---

<sup>131</sup>Dallemagne, G. [@G\_Dallemagne]. (2023, septembre 20). "Si tous les pays de l'Otan avaient aidé l'Ukraine comme la Belgique, l'Ukraine serait russe aujourd'hui. C'est une honte" [Tweet]. Twitter. [https://twitter.com/G\\_Dallemagne/status/1704384755163152431](https://twitter.com/G_Dallemagne/status/1704384755163152431)

<sup>132</sup>Baudoux, N. (2024, février 16). Guerre en Ukraine: en un an, la Belgique a multiplié par 10 ses promesses d'aide à Kiev. *L'Echo*. <https://www.lecho.be/dossiers/conflit-ukraine-russie/guerre-en-ukraine-en-un-an-la-belgique-a-multiplie-par-10-ses-promesses-d-aide-a-kiev/10526892.html>

<sup>133</sup>Kiel Institute for the World Economy. (2024, février). Ukraine Support Tracker Data. <https://www.ifw-kiel.de/publications/ukraine-support-tracker-data-20758/>

La Belgique garde un certain flou sur la composition de sa contribution militaire pour des raisons stratégiques et par tradition diplomatique non belliciste. Certaines informations sont disponibles mais dispersées parmi de nombreux chiffres ou de nombreuses voies de communication. Le vendredi, 16 juin 2023, le conseil des ministres donne son feu vert au 15ème ensemble de mesures de soutien à l'Ukraine, comme le révèle la ministre de la Défense, Ludivine Dedonder. La ministre établit une vue d'ensemble du soutien du matériel létal comme pour justifier de la crédibilité de la Belgique dans l'effort de guerre ukrainien. Elle insiste « *Le soutien à l'Ukraine n'est pas une compétition entre les pays partenaires, mais le résultat d'une approche cohérente visant à répondre au mieux aux besoins sur le terrain.* »<sup>134</sup> (Dedonder 2023) L'arsenal de combats se compose d'une gamme étendue d'équipements vitaux pour la ligne de front. Il y a des fusils d'assaut (FNC et FN SCAR), des mitrailleuses lourdes, des lance-roquettes M72, des lance-grenades, des grenades à main et des mortiers MO-120 RT. Il y a des munitions pour armes légères, mines anti-char, des missiles de défense aérienne, des roquettes anti-tank et des munitions de char de 105mm. Ce matériel répond précisément aux besoins critiques de soldats sur la ligne de front dans l'est de l'Ukraine.

La Belgique propose également du soutien militaire non létal essentiel et tout aussi impératif. Il y a des véhicules comme des ambulances, des camions utilitaires lourds Volvo N10, des véhicules télécommandés R7, des voitures blindées Lince et des véhicules blindés de transport de personnel M113 déconditionnés par les usines belges John Cockerill. « *La priorité reste de soutenir l'Ukraine avec toute l'aide matérielle nécessaire* » (Dedonder 2023) déclare devant la presse la ministre de la Défense.<sup>135</sup>

---

<sup>134</sup>Marine Lambrecht. (2023, juin 16). Guerre en Ukraine : le conseil des ministres approuve le 15e paquet d'aides à l'Ukraine. *RTBF*. <https://www.rtbf.be/article/guerre-en-ukraine-le-conseil-des-ministres-approuve-le-15e-paquet-daides-a-lukraine-11214478>

<sup>135</sup>Dedonder, L., & Umerov, R. (2023, octobre 11). Communiqué de presse conjoint de la Ministre de la Défense Belge, Ludivine Dedonder et du Ministre de la Défense Ukrainien, Roustem Umerov. *SPF Chancellerie du Premier Ministre*. <https://dedonder.belgium.be/fr/communiqué-de-presse-conjoint-de-la-ministre-de-la-défense-belge-ludivine-dedonder-et-du-ministre-de>

Depuis le début de la guerre jusqu'au printemps 2023, la Belgique est déjà membre de 5 coalitions :<sup>136</sup>

- La coalition F-16 : La Belgique forme des pilotes, des techniciens, et des planificateurs de mission ukrainiens pour l'utilisation du chasseur bombardier F-16.
- La coalition de la marine : Bruxelles envisage de donner l'un de ses vieux chasseurs de mines, qu'elle s'engage à moderniser, à l'Ukraine.
- La coalition IT : la Belgique vise à ériger une infrastructure des technologies de l'information et de la communication. Le but est de protéger l'Ukraine contre les assauts numériques de Moscou.
- La coalition du déminage : Bruxelles prépare et fournit l'équipement nécessaire aux unités militaires ukrainiennes pour l'enlèvement des mines.
- La coalition de la défense aérienne : la Belgique va partager des renseignements et observer les progrès relatifs au développement de la capacité de missile sol-air (SAM) belge.

Le total de l'aide apportée en 2022 et 2023 s'élève à 300 millions d'euros, avec un soutien supplémentaire prévu pour 2024 et 2025 atteignant 1,7 milliard d'euros. Cette aide militaire se manifeste à travers diverses facettes, permettant également à la Belgique d'acquérir une précieuse expérience de la guerre à moindre coût en vies humaines.<sup>137</sup> Toutefois, cette aide souligne les limites et les défis auxquels la Belgique, et par extension l'Europe, est confrontée, notamment la question de la suffisance de cette aide et de la capacité européenne à soutenir un effort de guerre prolongé sans épuiser ses propres ressources.

---

<sup>136</sup>Ministère de la Défense. (2024, février 24). Aperçu des différents appuis de la Défense à l'Ukraine. *mil.be*. <https://beldefnews.mil.be/apercu-des-differents-appuis-de-la-defense-a-lukraine/?lang=fr>

<sup>137</sup>Noulet, J.-F., Maleux, N., & Gadisseux, T. (2023, Octobre 12). Rencontre Zelensky-De Croo : la Belgique devrait fournir des F-16 à l'Ukraine et débloque un fonds d'aide de 1,7 milliard d'euros. *RTBF*. <https://www.rtbf.be/article/rencontre-zelensky-de-croo-la-belgique-devrait-fournir-des-f-16-a-lukraine-et-debloque-un-fonds-daide-de-17-milliard-deuros-11270006>

## 12. Les aides civiles de la Belgique accordées à l'Ukraine.

La Belgique mobilise sur deux ans un fonds d'urgence de 149,39 millions d'euros pour les aides civiles. Ce fonds vise l'aide humanitaire à hauteur de 111,19 millions d'euros, l'aide à la reconstruction à la hauteur de 30,9 millions d'euros et les droits humains à hauteur de 7,3 millions d'euros.<sup>138</sup>

Le premier convoi d'aide humanitaire part de Bruxelles sept jours après le début du conflit, à savoir le 3 mars 2022. Il s'agit de 3,4 millions d'euros de médicaments et de fournitures médicales. C'est le ministre de la santé publique, Frank Vandebroucke, qui envoie ce chargement vers l'ouest de l'Ukraine pour être réparti dans les différents hôpitaux. La cargaison comprend 280 000 médicaments tels que des analgésiques, de la morphine, des anesthésiants et 140 000 seringues stériles. Des médicaments destinés aux salles d'opérations suite à la montée en puissance des blessés de guerre qui souvent nécessitent de lourdes opérations. Le ministre l'indique : « *la première chose à faire à présent est de nous assurer que les habitants aient accès aux services de base : des hôpitaux pour se soigner et un accès aux médicaments.* »<sup>139</sup> (Vandebroucke 2022)

Arrivé en Ukraine, le corps médical ukrainien rencontre des difficultés à utiliser les ressources médicales belges car une partie montre une date d'expiration imminente par rapport à sa date d'arrivée sur le sol ukrainien. Un tiers de cette livraison contenait des produits dont la date de péremption était fixée au 31 mars, donc obsolètes seulement 27 jours après leur réception.

Frank Vandebroucke justifie l'envoi de médicaments proches de leur péremption par la nécessité vitale de fournir une assistance médicale d'urgence pour sauver des vies. Selon lui, ne pas agir constituerait une faute plus grave. C'est dans ce contexte que, dès le 25 février, le SPF Santé publique a offert son soutien en médicaments à l'Ukraine, proposition acceptée immédiatement.

---

<sup>138</sup>Service public fédéral Affaires étrangères, Commerce extérieur et Coopération au Développement. (2024, 15 février). *Soutien belge à l'Ukraine*. <https://diplomatie.belgium.be/fr/politique/themes-politiques/sous-la-loupe/soutien-belge-lukraine>

<sup>139</sup>Lambert, X. (2022, 18 mai). La Belgique envoie des médicaments presque périmés en Ukraine: "C'est vrai, mais il fallait aller vite". *RTBF*. <https://www.rtf.be/article/la-belgique-envoie-des-medicaments-presque-perimes-en-ukraine-c-est-vrai-mais-il-fallait-aller-vite-10994965>

Mais le ministre persiste que l'Ukraine avait préalablement accédé à une liste détaillée des médicaments proposés et avait donné son accord, indiquant ainsi que les autorités ukrainiennes étaient informées et d'accord avec les termes de l'aide médicale proposée. « *Parmi cette liste figuraient, c'est vrai, des produits proches de leur date de péremption... Reconnaissons que ce n'est pas une pratique standard et que la démarche a d'ailleurs été adaptée pour la deuxième livraison afin de respecter le délai classique de 6 mois avant la date de péremption.* »<sup>140</sup> (Vandenbroucke 2022)

Or, la procédure de l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS) exige que Bruxelles assure l'efficacité des médicaments avant leur péremption avec une durée de conservation minimale d'un an. La Belgique doit donc aligner ses envois sur ces normes et les besoins ukrainiens.<sup>141</sup>

La situation concernant l'envoi par la Belgique de médicaments proches de leur date de péremption à l'Ukraine met en relief une erreur belge que l'on peut qualifier de stupide. Néanmoins, le gouvernement a su créer une communication avec un certain pragmatisme pour répondre aux besoins critiques de Kiev, malgré les compromis que cela peut impliquer. Cependant, l'impact sur l'efficacité et la sécurité de l'aide pose des questions essentielles sur la planification et la gestion de l'aide humanitaire belge, ainsi que sur l'adhésion aux directives et standards internationaux, tels que ceux recommandés par l'OMS. Cette situation soulève des interrogations quant à l'image internationale de la Belgique. Cela nuit à la réputation de la Belgique sur la scène internationale. Ça influence négativement la perception des partenaires et des bénéficiaires potentiels de son aide future. Néanmoins, la reconnaissance par la Belgique de la nécessité d'ajuster ses pratiques pour les futures livraisons « sauve le coup ». Bruxelles arrive à illustrer la situation comme un défi complexe pour la mise en place de l'aide humanitaire d'urgence. La communication du gouvernement tourne le problème en une opportunité de réaffirmer son engagement envers des pratiques d'aide de haute qualité, responsables et adaptées aux besoins des Ukrainiens.

---

<sup>140</sup>Boever, E. (2022, 18 mai). La Belgique envoie des médicaments presque périmés en Ukraine : un danger limité pour la santé, mais une image désastreuse. RTBF. <https://www.rtb.be/article/la-belgique-envoie-des-medicaments-presque-perimes-en-ukraine-un-danger-limite-pour-la-sante-mais-une-image-desastreuse-10995177>

<sup>141</sup>World Health Organization. (2011). Guidelines for Medicine Donations Revised 2010. [https://iris.who.int/bitstream/handle/10665/44647/9789241501989\\_eng.pdf?sequence=1](https://iris.who.int/bitstream/handle/10665/44647/9789241501989_eng.pdf?sequence=1)

« Depuis le début du conflit notre pays a toujours été au rendez-vous. Nous le resterons, même si Vladimir Poutine décide de mener une guerre d'usure ». (De Croo 2022) Ce sont les mots du Premier ministre Alexander De Croo prononcés le 5 septembre 2022, lors de sa rencontre avec le Premier ministre ukrainien Denys Shmyhal à Bruxelles.<sup>142</sup>

La suite de l'assistance humanitaire belge est significative et rapide. La Belgique ne répète pas ses erreurs. Bruxelles distille son aide civile dans plusieurs structures. La Belgique a engagé 111,19 millions d'euros en aide humanitaire. Cette assistance comprend des besoins primaires via le Belgian First Aid & Support Team (B-FAST). La Ministre de l'Intérieur Annelies Verlinden veille à ce que l'aide d'urgence belge soit systématiquement intégrée au mécanisme européen de Protection civile (UCPM). La Belgique a déjà envoyé en Ukraine et dans les pays limitrophes 30 transports d'aide d'urgence. Le contenu des transports varie du matériel de prise en charge (par exemple des tentes, des lits de camp, des sacs de couchage) à l'alimentation, aux dispositifs d'alimentation en électricité (par exemple des générateurs), aux moyens de protection (par exemple des masques FFP2, des dispositifs de lutte contre l'incendie), aux articles d'hygiène et aux médicaments. La ministre de l'Intérieur, Annelies Verlinden, se réjouit de cette coopération internationale : « Nous devons donc continuer à faire preuve de solidarité, et nous devons également veiller à ce que l'aide d'urgence aboutisse au bon endroit. »<sup>143</sup> (Verlinden 2022) Il y a aussi un soutien médical et familial en collaboration avec le Comité International de la Croix Rouge (CICR) avec 8 millions d'euros, et des projets avec les organismes de l'ONU comme le Fonds des Nations unies pour l'enfance (UNICEF), le Haut Commissariat pour les Réfugiés (HCR) ou encore le Programme Alimentaire Mondial (PAM) totalisant 63 millions d'euros. En outre, face aux impacts globaux du conflit, 10 millions d'euros ont soutenu « Grain from Ukraine » pour la sécurité alimentaire des pays en besoin.<sup>144</sup>

---

<sup>142</sup>SPF Chancellerie du Premier Ministre. (2022, 5 septembre). Rencontre avec le Premier ministre ukrainien Deny Shmyhal. *belgium.be*. <https://lahbib.belgium.be/fr/rencontre-avec-le-premier-ministre-ukrainien-deny-shmyhal>

<sup>143</sup>Direction générale Sécurité civile. (2022, 15 juillet). La Belgique poursuit son aide à l'Ukraine : nouvel envoi de matériel d'aide d'urgence. <https://www.civieleveiligheid.be/fr/presse/la-belgique-poursuit-son-aide-lukraine-nouvel-envoi-de-materiel-daide-durgence>

<sup>144</sup>Service public fédéral Affaires étrangères, Commerce extérieur et Coopération au Développement. (2024, 15 février). Soutien belge à l'Ukraine. <https://diplomatie.belgium.be/fr/politique/themes-politiques/sous-la-loupe/soutien-belge-lukraine>

La Belgique alloue 30,9 millions d'euros pour le soutien à la reconstruction de l'Ukraine, en vue de préparer son intégration future dans l'Union Européenne. Le 22 juin 2022, le Premier ministre belge et le président ukrainien se sont entretenus par téléphone pour parler de la reconstruction de l'Ukraine. Alexander De Croo affirme : « *Résister face à la Russie aujourd'hui, c'est d'ores et déjà entamer la reconstruction* ». <sup>145</sup> (De Croo 2022) Cet effort comprend la rénovation d'infrastructures essentielles comme les hôpitaux et les écoles, l'installation de panneaux solaires, et le soutien aux anciens combattants. Déterminer précisément l'utilisation des fonds alloués à la reconstruction de l'Ukraine s'avère difficile. Les annonces concernant la rénovation d'écoles et d'hôpitaux ont été réalisées plusieurs fois, à des dates différentes et par plusieurs protagonistes. On peut noter les communiqués de presse de Caroline Gennez, ministre de la Coopération au développement, le 24 novembre 2022 et le 15 décembre 2023, ainsi que par le Premier ministre le 12 mai 2023 <sup>146</sup>, soulignant l'engagement continu de la Belgique envers le soutien d'urgence et la reconstruction en Ukraine. La diffusion de ces informations à différentes dates n'est pas révélatrice d'un problème de transparence mais ajoute du poids à l'effet d'une communication ministérielle.

À la mi-décembre 2023, en plus des 30,9 millions d'euros déjà alloués, 185 millions d'euros supplémentaires ont été dédiés à cette aide humanitaire et à la reconstruction. Plus concrètement cette fois, c'est l'agence de développement du gouvernement fédéral belge, Enabel, qui va ouvrir deux succursales en Ukraine à Kiev et à Kharkiv. Une partie de ce budget de l'ordre de 150 millions d'euros, provenant des recettes fiscales des milliards russes gelés chez Euroclear à Bruxelles, sera investie à Tchernihiv, fortement impactée par le siège russe. Enabel en Ukraine comptera environ 10 membres, se concentrant sur la médiation et la mise en réseau d'experts belges et ukrainiens dans divers domaines tels que la santé, l'éducation, la protection sociale et l'énergie. <sup>147</sup>

---

<sup>145</sup>Belga, & de Thier, V. (éd.). (2022, juin 22). Guerre en Ukraine : De Croo confirme à Zelensky le soutien de la Belgique à la candidature de Kiev à l'UE. RTBF. <https://www.rtf.be/article/guerre-en-ukraine-de-croo-confirme-a-zelensky-le-soutien-de-la-belgique-a-la-candidature-de-kiev-a-l-ue-11017758>

<sup>146</sup>Ministère de la Coopération au développement et de la Politique des Grandes villes. (2022, 24 novembre). Une indispensable solidarité : la Belgique participe à la reconstruction d'écoles et d'hôpitaux en Ukraine. [Communiqué de presse]. <https://gennez.belgium.be/fr/une-indispensable-solidarite-la-belgique-participe-a-la-reconstruction-decoles-et-dhopitaux-en>

<sup>147</sup>Ministère des Communautés et du Développement des Territoires d'Ukraine. (2024, 28 février). Belgian state agency Enabel to help Ukraine with recovery. Ukrainska Pravda. <https://www.pravda.com.ua/>

Le projet de reconstruction se concentre sur la réparation de logements et d'infrastructures sociales et critiques. Il comprend trois axes :

- La réparation de logements partiellement endommagés,
- La rénovation d'immeubles multifamiliaux,
- Le renforcement de la gestion de projet.

La Belgique consacre environ 7,3 millions d'euros à la défense des droits humains, en particulier sur les cas de crimes de guerre, en mettant un accent spécifique sur les femmes et les enfants. Sous l'impulsion des ministres de la justice, Vincent Van Quickenborne, et des affaires étrangères, Hadja Lahbib, la Belgique participe aux procédures de la Cour internationale de Justice (CIJ) pour accusations de génocide et de crimes contre l'humanité portées par l'Ukraine contre la Russie. En outre, le pays augmente son soutien financier au Fonds au profit des victimes de la Cour Pénale Internationale (CPI) pour aider les victimes de crimes russes. William Roelants de Stappers, Représentant permanent auprès des institutions internationales à La Haye, a souligné l'engagement continu de la Belgique envers les victimes de crimes graves. Elle soutient les procédures de la Cour Pénale Internationale.<sup>148</sup>

La Belgique a délivré 77 636 attestations de protection temporaires par une infrastructure d'accueil jamais vue dans l'accueil des réfugiés de l'histoire moderne du pays. L'engagement de la Belgique ne se limite pas à l'urgence, mais s'inscrit dans une vision à long terme de soutien à l'Ukraine. Elle témoigne de sa solidarité inébranlable envers l'Ukraine, soulignant son rôle de soutien essentiel au sein de l'UE et de la communauté internationale.<sup>149</sup> La politique générale de la Belgique en matière de solidarité internationale s'articule autour de plusieurs axes majeurs comme la résilience face aux

---

<sup>148</sup>Cour Pénale Internationale. (2023, 27 juillet). La Belgique accorde une augmentation significative de 500 000 euros de contribution volontaire au Fonds au profit des victimes de la Cour pénale internationale. [Communiqué de presse]. <https://www.icc-cpi.int/fr/news/la-belgique-accorde-une-augmentation-significative-de-500-000-euros-de-contribution-volontaire>

<sup>149</sup>Service Public Fédéral Intérieur. (2023, 24 février). Accueil en Belgique des personnes en provenance d'Ukraine : bilan après un an de conflit. <https://dofi.ibz.be/fr/news/accueil-en-belgique-des-personnes-en-provenance-dukraïne-bilan-apres-un-de-conflit>

crises globales, la protection de l'environnement, la lutte contre la crise alimentaire, le soutien humanitaire, l'accès à la santé pour tous, et le développement de systèmes de protection sociale.<sup>150</sup>

### **13. Conclusion**

Avec un langage plus imagé, j'aime caricaturer la Belgique de deux manières dans son rôle sur la scène internationale. Il est difficile de réaliser de grand projet européen sans la Belgique. D'une part, c'est un partenaire avec présence tenace qui, malgré son influence modeste, ne peut être ignorée. D'autre part, c'est un partenaire discret, toujours prêt à jouer un rôle crucial pour atteindre des objectifs stratégiques. La Belgique reste fidèle à sa caricature en lien avec le « surréalisme ». Parfois, elle réalise des « coups » de génie comme la mise en place d'un système mondial de traçabilité des diamants, comme parfois elle est l'auteur de grosses « erreurs » comme la livraison de médicaments périmés à l'Ukraine. Pour écrire ma conclusion, je vais m'inspirer du « smart power » de Joseph S. Nye, Jr., un politologue américain. Il définit ce concept comme une approche qui intègre les stratégies de soft power et de hard power pour créer une stratégie de politique étrangère robuste qui répond de manière flexible et efficace aux défis internationaux. Et je pense que cela représente fidèlement la politique étrangère belge.

Le « Foreign Policy Analysis » (FPA) nous aide à déterminer la ligne directrice d'une compréhension de la politique étrangère belge. Elle souligne l'influence des intérêts nationaux, des idéologies de parti politique et des normes internationales sur les décisions belges en relations internationales.

La petite taille de la Belgique conditionne naturellement son économie, limite sa capacité de production de matières premières et restreint l'étendue de ses forces militaires. Cela traduit une influence mesurée sur la scène internationale. Les décideurs politiques belges, pleinement conscients de ces réalités inhérentes à l'histoire moderne du pays, ont donc façonné une diplomatie qui prend en compte et exploite judicieusement ces particularités.

---

<sup>150</sup>Chambre des représentants de Belgique. (2022). Note de politique générale Solidarité internationale. Belgische Kamer van volksvertegenwoordigers. <https://www.lachambre.be>

Le gouvernement belge est fermement engagé dans la protection des minorités et met en avant la nécessité de défendre les droits humains et l'État de droit, particulièrement dans ce contexte conflictuel. Bruxelles prend activement part à la promotion de la démocratie à l'échelle internationale. Selon le Premier Ministre Alexander De Croo, le pays présente en Europe un leadership fort et inclusif, enraciné dans la diversité d'une démocratie libérale. Le pays reflète, dans la mosaïque politique du gouvernement belge actuel, des politiques progressistes tant sur la scène nationale qu'internationale. La dynamique politique interne de la Belgique, notamment sa structure fédérale et la nécessité d'une gouvernance de coalition, influencent de manière significative ses décisions de politique étrangère. Cela se manifeste dans la manière dont les intérêts régionaux et le consensus politique domestique façonnent la position de la Belgique dans les forums internationaux. Le dernier point de l'accord gouvernemental met en avant le rôle de la Belgique à l'étranger. Le pays se veut être une voix forte en Europe et dans le monde. Bruxelles réaffirme son engagement pro-européen et son soutien à l'autonomie stratégique de l'Europe. Marcel Merle, sociologue français des relations internationales, soutient que la politique extérieure n'est qu'une expression de la politique intérieure à cause de l'influence que peuvent avoir l'opinion publique, les médias, les entreprises ou encore l'opposition sur la longévité des partis au pouvoir.<sup>151</sup>

La Belgique s'engage donc dans une diplomatie normative, cherchant à influencer les normes internationales, particulièrement dans des domaines comme le droit international et les Droits de l'homme. Cette approche vise à façonner le comportement des autres États selon des standards convenus, en utilisant son statut au sein de l'UE et d'autres institutions pour promouvoir ces valeurs.

La Belgique maintient une forte préférence pour le multilatéralisme, ce qui signifie qu'elle privilégie les actions coordonnées collectives à travers des institutions internationales. La Belgique représente presque le multilatéralisme à elle seule puisqu'elle collabore avec beaucoup d'autres nations sur de nombreux sujets. La relation multilatérale est le principal atout de la Belgique pour réaliser ses ambitions, assurer la stabilité du pays et renforcer sa position sur la scène mondiale. Ce qui la pousse à jongler entre les approches réalistes et idéalistes dans sa politique étrangère.

---

<sup>151</sup> Merle, M. La politique étrangère, PUF, 1984, p.149\_174.

D'une part, elle fait preuve de réalisme de par sa collaboration à l'OTAN. En effet, une des premières déductions de Bruxelles est de reconnaître que les moyens militaires sont indispensables pour protéger ses citoyens et préserver ses valeurs universelles fondamentales aussi inscrites dans l'ADN européen.<sup>152</sup> La Belgique valorise donc la sécurité collective avec l'OTAN, qui est vue comme un bouclier de défense contre les agressions externes, notamment de la Russie. Elle participe aussi à une stratégie de dissuasion dans les pays de l'Europe de l'Est pour prévenir les agressions extérieures. Cela montre l'importance de la coopération en matière de défense et de la réponse coordonnée aux menaces.

D'autre part, elle embrasse l'idéalisme en promouvant les Droits de l'homme, la démocratie et la coopération internationale, conformément à ses valeurs et à son engagement envers l'UE. La diplomatie belge est profondément marquée par une éthique forte, particulièrement notable sous certaines administrations, qui placent la démocratisation au cœur de leur politique étrangère. Cette dimension éthique est intrinsèquement liée aux engagements internationaux plus vastes de la Belgique qui soutiennent l'importance de protéger les minorités, de promouvoir la démocratie et de renforcer le droit international.

L'engagement de la Belgique dans l'UE et la globalisation de l'économie rendent le pays interdépendant, et ce concept est donc crucial dans la politique étrangère belge. Les relations économiques, énergétiques et de sécurité de la Belgique avec d'autres pays, notamment ceux de l'UE et de la Russie, montrent comment les actions d'un État peuvent être profondément affectées par les politiques d'autres États. On note que l'engagement de la Belgique dans la construction d'un avenir sécuritaire et stable au sein de l'Europe, pour l'économie ou l'énergie, se traduit par un mélange entre solidarité européenne et intérêts nationaux.

Par conséquent, il est logique que les stratégies nationales soient étroitement alignées avec les objectifs européens. La Belgique accorde une importance capitale à la bonne marche de l'Union et au maintien de la cohésion entre les 27 pays membres. L'idée principale de Bruxelles, depuis l'implication de Paul-Henri Spaak dans la création de l'Europe, est que lorsque plusieurs pays s'accordent sur une position commune, cela leur assure autant de force et de légitimité à celle d'un

---

<sup>152</sup> Dumoulin, A. (2022). De la Vision stratégique au plan STAR de l'armée belge (2/2). *Revue Défense Nationale*, 854, 83-88. <https://doi.org/10.3917/rdna.854.0083>

grand pays dans les débats du monde. Cette approche est essentielle pour comprendre comment la Belgique envisage son rôle au sein des institutions européennes. D'ailleurs, le dernier point de l'accord gouvernemental met en avant le rôle de la Belgique à l'étranger. Le pays se veut être une voix forte en Europe et dans le monde. Bruxelles réaffirme son engagement pro-européen et son soutien à l'autonomie stratégique de l'Europe.<sup>153</sup> On peut dire que c'est un idéal réaliste.

Mais la politique étrangère de la Belgique est fortement influencée par ses intérêts économiques, surtout compte tenu de son statut d'économie orientée vers l'exportation ou par un secteur tertiaire. Avec une diplomatie économique, elle veut préserver son économie en mettant l'accent sur la sécurisation et l'amélioration des relations commerciales. La Belgique accorde une grande importance à son implication dans l'UE. La gestion de la politique commerciale est une prérogative unique de l'UE. Elle facilite le commerce belge sur la scène internationale. Elle utilise également ses relations économiques et commerciales comme un levier pour s'imposer sur la scène européenne avant de s'imposer sur une scène globale.

La structure étatique du pouvoir belge impose une perspective « stato-centrée » et forme une toile complexe où circulent les orientations et les réponses de la Belgique face aux défis internationaux. La Belgique maintient un équilibre délicat entre solidarité européenne et intérêts nationaux dans son soutien à l'Ukraine et dans les sanctions envers la Russie, reflétant une approche nuancée basée sur des considérations politiques, économiques et sécuritaires du pays.

La guerre en Ukraine révèle la complexité des positions politiques en Belgique, obligeant les partis à naviguer entre leurs principes idéologiques et la réalité géopolitique pressante. Les décisions et les débats actuels soulignent l'importance de la Belgique sur la scène internationale, tout en reflétant les diverses interprétations de la meilleure manière de soutenir l'Ukraine et de répondre aux défis sécuritaires européens. La Belgique se trouve ainsi au carrefour d'une réflexion profonde sur son rôle et ses valeurs dans un contexte international tumultueux.

---

<sup>153</sup> De Croo, A; Magnette P. .(2020, 30 septembre). Accord de gouvernement 2020. belgium.be [https://www.belgium.be/sites/default/files/Accord\\_de\\_gouvernement\\_2020.pdf](https://www.belgium.be/sites/default/files/Accord_de_gouvernement_2020.pdf)

# Liste acronymes

1. OTAN - Organisation du Traité de l'Atlantique Nord
2. UE - Union Européenne
3. PESC - Politique étrangère et de sécurité commune
4. STAR - Security, Technology, Ambition et Resilience
5. GSPI - Global Soft Power Index
6. VJTF - Very High Readiness Joint Task Force
7. SWIFT - Worldwide Interbank Financial Telecommunications
8. NLMK - Le Combinat métallurgique de Novolipetsk
9. SOGEPa - Société wallonne de Gestion et de Participations S.A.
10. CEO - Chief Executive Officer
11. NBH - NLMK Belgium Holdings
12. FGTB - Fédération générale du travail de Belgique
13. TOR-M - Tor missile system
14. PS - Parti Socialiste Antwerp
15. AWDCF - World Diamond Center Foundation
16. IPIS - International Peace Information
17. SBD - Service le Syndicat de l'industrie diamantaire belge
18. WFDB - Fédération Mondiale des Bourses Diamantaires
19. WDC - World Diamond Council
20. SEAE - Service européen pour l'action extérieure

21. IPIS - Institut de Politique Internationale et Sociale
22. AWCD - Antwerp World Diamond Centre
23. UE - Union Européenne
24. SWIFT - Society for Worldwide Interbank Financial Telecommunication
25. WFDB - World Federation of Diamond Bourses
26. WDC - World Diamond Council
27. CREG - Commission de Régulation de l'Electricité et du Gaz
28. AIE - l'Agence Internationale de l'Énergie
29. IRENA - l'Agence internationale pour les énergies renouvelables
30. OIM - Organisation internationale pour les migrations
31. PAM - Programme alimentaire mondial
32. SPURR - Special Program for Ukraine's Recovery and Crisis Response
33. GRIP - Groupe de recherche et d'information sur la paix et la sécurité
34. FNC - Fabrique Nationale Carabine
35. SCAR - Special Operations Forces Combat Assault Rifle
36. SAM - Surface-to-Air Missile
37. IT - Information Technology
38. OMS - Organisation Mondiale de la Santé
39. B-FAST - Belgian First Aid & Support Team
40. UCPM - Union Civil Protection Mechanism
41. CICR - Comité International de la Croix Rouge
42. UNICEF - Fonds des Nations unies pour l'enfance

43. ONU - Organisme des Nations Unies
44. HCR - Haut Commissariat pour les Réfugiés
45. PAM - Programme Alimentaire Mondial
46. CIJ - Cour Internationale de Justice
47. CPI - Cour Pénale Internationale
48. FPA - Foreign Policy Analysis

# Bibliographie

## **Livres et Chapitres de Livres**

- Merle, M. (1984). *La politique étrangère* (pp. 149-174). Paris: Presses Universitaires de France.

## **Articles de revues scientifiques**

- Coolsaet, R. (2008). La Belgique dans l'OTAN (1949-2009). *Courrier hebdomadaire*, (1999), 1-46.
- Dumoulin, A., & Michel, Q. (2005). La Belgique et les armes nucléaires. *Courrier hebdomadaire*, (1871-1872), 1-67.
- Dumoulin, A. (2004). La Belgique et le Groupe des Quatre en matière de défense. *Courrier hebdomadaire*, (1862-1863), 1-71.
- Dumoulin, A., & Moyse, V. (2011). Le processus décisionnel belge en matière d'opérations civilo-militaires. *Courrier hebdomadaire*, (2086-2087), 1-64.
- Dumoulin, A. (2022). De la Vision stratégique au plan STAR de l'armée belge (2/2). *Revue Défense Nationale*, 854, 83-88. <https://doi.org/10.3917/rdna.854.0083>
- Liégeois, M. (1993). La Belgique au Conseil de sécurité de l'Organisation des Nations Unies. *Courrier hebdomadaire*, (1401-1402), 1-56.
- Trépant, I. (2008). Pays émergents et nouvel équilibre des forces. *Courrier hebdomadaire*, (1991-1992), 1-54.
- Trépant, I. (2004). L'évolution récente des relations transatlantiques. *Courrier hebdomadaire*, (1845-1846), 1-70.
- Jakubowski, S. (2007). Une politique de défense résolument internationaliste : le cas de la Belgique. *Les Champs de Mars*, 18, 23-42. <https://doi.org/10.3917/lcdm1.018.0023>

## Articles Scientifiques (Web)

- Badot-Bertrand, H. (2022, 4 mars). Operaties - Opérations: La contribution belge à la Very High Readiness Joint Task Force (VJTF) déployée en Roumanie. *Belgian Militair Tijdschrift*. <https://www.defence-institute.be/wp-content/uploads/2023/07/rmb-25-02-Didier-PLAS.pdf>
- Balmforth, T., & Tétrault-Farber, G. (2022, 17 Décembre). Russia demands NATO roll back from East Europe and stay out of Ukraine. *Reuters*. <https://www.reuters.com/world/russia-unveils-security-guarantees-says-western-response-not-encouraging-2021-12-17/>
- Collomb, A. (2022, 6 septembre). SWIFT : de la neutralité à l'arme géopolitique ? *Politique étrangère*, 39-49. <https://doi.org/10.3917/pe.223.0039>
- Coolsaet, R. (2014, 10 juillet). Belgian foreign policy: In search of a new course. *Egmont Institute*. <https://www.egmontinstitute.be/belgian-foreign-policy-in-search-of-a-new-course/>
- Coolsaet, R. (2008). La Belgique dans l'OTAN (1949-2000). *Courrier hebdomadaire du CRISP*, 1999, 5-46. <https://doi.org/10.3917/cris.1999.0005>
- Coolsaet, R. (2021, 15 février). Souveraineté et indépendance nationale. La Belgique et le transfert de souveraineté vers des organisations internationales. *Egmont, Royal institute for international relations*. <https://www.egmontinstitute.be/souverainete-et-independance-nationale-la-belgique-et-le-transfert-de-souverainete-vers-des-organisations-internationales/#>
- De Meyer, K. (2021, 17 décembre). Sommet européen: les Vingt-Sept unis contre Moscou, désunis sur l'énergie et le Covid. *Les Echos*. <https://www.lesechos.fr/monde/europe/sommet-europeen-les-vingt-sept-unis-contre-moscou-desunis-sur-lenergie-et-le-covid-1373290>
- Dumoulin, A. (2022). De la Vision stratégique au plan STAR de l'armée belge (2/2). *Revue Défense Nationale*, 854, 83-88. <https://doi.org/10.3917/rdna.854.0083>
- Everarts, L., & Thomas, J. (2023, 28 novembre). Centre de compétence Europe et International. *FEB*.

- Favier-Baron, E., Woillet, V., Devillers Guendouze, S., & Malot, Y. (2021, 21 février). SWIFT : L'atout de l'Occident contre la Russie et la Chine ? LVSL. <https://lvsl.fr/swift-un-atout-geopolitique-des-etats-unis-contre-la-russie-et-la-chine/>
- de Wilde d'Estmael, T. (2014). La politique étrangère de la Belgique : fondements et évolutions. *Outre-Terre*, 40, 277-293. <https://doi.org/10.3917/oute1.040.0277>

## Rapports écrits et Web

- Accord de gouvernement. (2020, 30 septembre). *Belgium.be*. [https://www.belgium.be/sites/default/files/accord\\_de\\_gouvernement\\_2020.pdf](https://www.belgium.be/sites/default/files/accord_de_gouvernement_2020.pdf)
- Cludts, C. (2022). Note bilatérale Russie. *Agence pour le Commerce Extérieur*. <https://www.abh-ace.be>
- Conseil de l'Union européenne. (2023). *Sanctions de l'UE contre la Russie expliquées*. <https://www.consilium.europa.eu/fr/policies/sanctions/restrictive-measures-against-russia-over-ukraine/sanctions-against-russia-explained/>
- Commission de Régulation de l'Électricité et du Gaz (CREG). (2022, 31 août). Étude sur l'impact de la persistance de prix élevés sur les marchés de gros du gaz et de l'électricité [Version non-confidentielle]. *CREG*. Page 42 et 43
- CRISP. (2020). VIVALDI: Vocabulaire politique. *CRISP ASBL*. <https://www.vocabulairepolitique.be/vivaldi/>
- European Union. (2023). EU sanctions against Russia following the invasion of Ukraine. *Publications Office of the European Union*. <https://data.europa.eu/doi/10.2775/962945>
- Gouvernement Fédéral Belge. (2016). *La vision stratégique pour la défense*. [https://www.cdsc-ocasc-website.be/wp-content/uploads/2020/organisation/vision\\_strategique-defense.pdf](https://www.cdsc-ocasc-website.be/wp-content/uploads/2020/organisation/vision_strategique-defense.pdf)
- Groupe de recherche et d'information sur la paix et la sécurité. (2024, 22 mars). Les armes livrées à l'Ukraine depuis janvier 2022. *Base de données et fiche d'information*. <https://www.grip.org/les-armes-livrees-a-lukraine-depuis-janvier-2022-base-de-donnees-et-fiche-dinformation/>
- Institut des comptes nationaux. (2009). Actualisation de l'étude sur la filière porcine. *Observatoire des Prix*, Page 36.

- Kiel Institute for the World Economy. (2024, 22 février). *Ukraine Support Tracker Data*. <https://www.ifw-kiel.de/publications/ukraine-support-tracker-data-20758/>
- Lahbib, A. (2022). *Exposé d'orientation politique*. <https://diplomatie.belgium.be/fr/a-propos/ministres/ministre-hadja-lahbib>
- Lahbib, A., & Gentzis, T. (2022). Plan stratégique - *Relatif au fonctionnement de Service public fédéral Affaires étrangères*. <https://diplomatie.belgium.be/fr/propos/rapports-annuels>
- Mauro, F. (2017). Défense européenne – l'enjeu de la coopération structurée permanente. *Les rapports du Grip*, 2017/1. Rapport Web [https://www.academia.edu/41731514/L\\_enjeu\\_de\\_la\\_cooperation\\_structuree\\_permanente](https://www.academia.edu/41731514/L_enjeu_de_la_cooperation_structuree_permanente)
- Ministère des Affaires étrangères de la Fédération de Russie. (2021). Traité entre les États-Unis d'Amérique et la Fédération de Russie sur les garanties de sécurité. <https://archive.org/details/russia-draft-agreements-nato-usa-december-2021/Treaty>

## Communiqués de presse

- Communiqué du sommet de Bruxelles. (2021, 14 juin). *NATO*. [https://www.nato.int/cps/en/natohq/news\\_185000.htm?selectedLocale=fr](https://www.nato.int/cps/en/natohq/news_185000.htm?selectedLocale=fr)
- De Croo, A. (2022, 15 février). Le Premier ministre s'exprimera dimanche à la Conférence de Munich sur la sécurité européenne. *premier.be*. <https://www.premier.be/fr/le-premier-ministre-s-exprimera-dimanche-a-la-conference-de-munich-sur-la-securite>
- Conseil de l'Union européenne. (2022, 23 février). Russian recognition of the non-government controlled areas of the Donetsk and Luhansk oblasts of Ukraine as independent entities. *EU adopts package of sanctions*. <https://www.consilium.europa.eu/en/press/press-releases/2022/02/23/russian-recognition-of-the-non-government-controlled-areas-of-the-donetsk-and-luhansk>

## Discours

- De Croo, A. (2021). Discours devant la 76e Assemblée générale des Nations Unies [Discours à l'ONU]. New York, États-Unis. <https://www.premier.be/fr/discours-devant-la-76e-assemblee-generale-des-nations-unies>

- De Croo, A. (2022, 15 février). Le Premier ministre s'exprimera dimanche à la Conférence de Munich sur la sécurité européenne. [*Conférence de Munich*], Munich. <https://www.premier.be/fr/le-premier-ministre-s-exprimera-dimanche-a-la-conference-de-munich-sur-la-securite>
- De Croo, A. (2022, 18 février). Back to Elysium: Fostering European Cohesion [*Conférence*]. Conférence de Munich sur la sécurité, Munich. <https://securityconference.org/en/medialibrary/collection/munich-security-conference-2022/>
- De Croo, A. (2022, 24 février). Déclaration du Premier ministre sur l'invasion russe de l'Ukraine. [*Discours au parlement fédéral*]. <https://www.premier.be/fr/declaration-du-premier-ministre-sur-invasion-russe-de-ukraine>
- Wilmès, S. (2022, 24 février). Discours en séances plénière [*Discours à Bruxelles*]. Parlement Fédérale. Récupéré de <https://www.sophiewilmes.be/seance-pleniere-du-jeudi-24-fevrier-2022-la-situation-en-ukraine/>
- Wilmès, S. (2021, 30 novembre). Ministérielle de l'OTAN à Riga : Conclusions (Jour 1). [*Discours à l'OTAN*], Riga <https://lahbib.belgium.be/fr/ministerielle-de-otan-riga-conclusions-jour-1>
- Zelensky, V. (2022). Visioconférence avec le président Zelensky [*Discours au Parlement Belge*]. Bruxelles, Belgique. <https://www.dekamer.be/media/index.html?language=fr&sid=55S004&offset=1607>

## Articles de Presse

- Balboni, J. (2022, 20 avril). Alexandre De Geest (Trésor belge) «Notre processus de gel des avoirs russes fonctionne bien, ce n'est pas le cas partout». *L'Echo*, p. 8.
- Balmforth, T., & Tétrault-Farber, G. (2021, 17 décembre). Russia demands NATO roll back from East Europe and stay out of Ukraine. *Reuters*. <https://www.reuters.com/world/russia-unveils-security-guarantees-says-western-response-not-encouraging-2021-12-17/>
- Belga. (2022, 25 février). Sophie Wilmès plaide pour l'envoi d'armes à l'Ukraine, si possible. *Le Soir*. <https://www.lesoir.be/426595/article/2022-02-25/sophie-wilmes-plaide-pour-lenvoi-darmes-lukraine-si-possible>

- Brady, K. (2022, 18 février). Conférence de Munich sur la sécurité : la crise ukrainienne au cœur des discussions. *Euronews*. <https://fr.euronews.com/2022/02/18/conference-de-munich-sur-la-securite-la-crise-ukrainienne-au-c-ur-des-discussions>
- Berns, D. (2022, Octobre 7). NLMK Clabecq et La Louvière affectées par les sanctions contre la Russie. *Le Soir*. <https://www.lesoir.be/469887/article/2022-10-07/nlmk-clabecq-et-la-louviere-affectees-par-les-sanctions-contre-la-russie>
- Bushard, B. (2022, 24 février). Vladimir Lisin. *Forbes*. <https://www.forbes.com/profile/vladimir-lisin/?sh=20280db67f44>
- Bussy, O. (2022, 28 février). La guerre en Ukraine accélère la transformation de l'Union européenne. *La Libre*. <https://nouveau-europresse-com.proxy.bib.uclouvain.be:2443/Document/View?viewEvent=1&docRefId=0&docName=news·20230228·BLI·e99cda2c-b6d1-11ed-8d46-302cd4e709a2&docIndex=20>
- Carton, A., Warlop, Q., & Agences. (2022, 26 novembre). Ukraine : Alexander De Croo et Hadja Lahbib ont rencontré Volodymyr Zelensky à Kiev. *RTBF*. <https://www.rtbf.be/article/guerre-en-ukraine-alexander-de-croo-et-hadja-lahbib-en-visite-a-kiev-ce-samedi-11111977>
- Clevers, A. (2021, 16 Décembre). Les F-16 belges sont en Estonie pour tenter de contenir la menace russe: "On a un adversaire qui teste jusqu'où on peut aller." *La Libre Belgique*. <https://www.lalibre.be/international/europe/2021/12/16/les-f-16-belges-sont-en-estonie-pour-tenter-de-contenir-la-menace-russe-on-a-un-adversaire-qui-teste-jusquou-on-peut-aller-W4DYZZE7TZHO7J3563O4NUM4A4/>
- De Thier, V. (2022, 6 octobre). Guerre en Ukraine: la Belgique s'est abstenue sur le dernier train de sanctions contre la Russie. *RTBF*. <https://www.rtbf.be/article/guerre-en-ukraine-la-belgique-s-est-abstenue-sur-le-dernier-train-de-sanctions-contre-la-russie-11080693>
- Dupont, A. (2022, 10 mars). Guerre en Ukraine: Effets collatéraux sur les entreprises belges et occidentales impliquées en Russie. *RTBF*. <https://www.rtbf.be/article/guerre-en-ukraine-effets-collateraux-sur-les-entreprises-belges-et-occidentales-impliquees-en-russie-10944875>
- Fayol, C., & Harari, A. (2023, 19 décembre). NLMK Europe évite de peu la faillite. *L'Echo*, page3.
- Furfari, S. (2022, 18 mars). L'énergie russe, grandeur et décadence. *Conflits, Revue de Géopolitique*. <https://www.revueconflits.com/energie-russe-grandeur-decadence-samuele-furfari/>

- Georis, V. (2022, Octobre 6). La Belgique s'est abstenue de voter les sanctions contre la Russie. *L'Echo*. <https://www.lecho.be/dossiers/conflit-ukraine-russie/la-belgique-s-est-abstenue-de-voter-les-sanctions-contre-la-russie/10418759.html>
- Gridneff, I. (2022, septembre 22). Belgium's diamonds lose shine amid Russia sanctions talk. *Politico*. <https://www.politico.eu/article/belgium-antwerp-diamonds-russia-sanctions-talk/>
- nfo, L. rédaction. (2023, 6 décembre). Guerre en Ukraine : accord au G7 pour restreindre les importations de diamants russes. *RTBF*. <https://www.rtf.be/article/guerre-en-ukraine-accord-au-g7-pour-restreindre-les-importations-de-diamants-russes-11297258>
- July, B. (2022, décembre 13). Un «dossier complexe» pour la Wallonie. *Le Soir*. <https://www.lesoir.be/482672/article/2022-12-13/un-dossier-complexe-pour-la-wallonie>
- Lefèvre, F-X. Lauwers, M; Georis V. (2022, Octobre 6). Après les sanctions contre Moscou, NLMK a deux ans pour
- Kelepouris, S., & Struys, B. (2022). Een geslepen lobby: hoe een Russische diamant-oligarch zaken kan blijven doen vanuit België [*Format PDF*].
- L'Echo. (2022, 16 mars). Les sidérurgistes de plus en plus tendus. *L'Echo*. <https://www.lecho.be/entreprises/industries-de-base/les-siderurgistes-de-plus-en-plus-tendus/10373775.html>
- Lefèvre, F.-X. (2022, 28 avril). « La prise de risque implique forcément un pourcentage d'échec ». *L'Echo*. Page 6.
- Lefèvre, F-X. Lauwers, M; Georis V. (2022, Octobre 6). Après les sanctions contre Moscou, NLMK a deux ans pour se sauver en Wallonie. *L'Echo*. <https://www.lecho.be/economie-politique/belgique/wallonie/apres-les-sanctions-contre-moscou-nlmk-a-deux-ans-pour-se-sauver-en-wallonie/10418634.html>
- Le Bussy, O. (2022, 28 février). La guerre en Ukraine accélère la transformation de l'Union européenne. *La Libre*. <https://nouveau-europresse-com.proxy.bib.uclouvain.be:2443/Document/View?viewEvent=1&docRefId=0&docName=news·20230228·BLI·e99cda2c-b6d1-11ed-8d46-302cd4e709a2&docIndex=20>
- Le Monde avec AFP. (2021, 17 décembre). La Russie présente ses exigences pour limiter l'influence de l'OTAN et des États-Unis dans son voisinage. *Le Monde*. [https://www.lemonde.fr/international/article/2021/12/17/la-russie-presente-ses-exigences-pour-limiter-l-influence-de-l-otan-et-des-etats-unis-dans-son-voisinage\\_6106489\\_3210.html](https://www.lemonde.fr/international/article/2021/12/17/la-russie-presente-ses-exigences-pour-limiter-l-influence-de-l-otan-et-des-etats-unis-dans-son-voisinage_6106489_3210.html)

- Mathieu, F. (2022, 25 février). Le secteur du diamant exclu des sanctions contre la Russie. *La Libre*. [https://www.lalibre.be/economie/conjoncture/2022/02/25/le-secteur-du-diamant-exclu-des-sanctions-contre-la-russie-3H6QJ2TRUVBSHJFREA7QDU7JHI/#:~:text=Le%20commerce%20du%20diamant%20\(importations,les%20500%20milliards%20d'euros](https://www.lalibre.be/economie/conjoncture/2022/02/25/le-secteur-du-diamant-exclu-des-sanctions-contre-la-russie-3H6QJ2TRUVBSHJFREA7QDU7JHI/#:~:text=Le%20commerce%20du%20diamant%20(importations,les%20500%20milliards%20d'euros).
- Noulet, J.-F., & Michalle, P. (2022, 24 février). Ukraine : quelle sera la position de la Belgique ? Le Premier ministre s'est adressé à la Chambre. *RTBF*. <https://www.rtb.be/info>
- Orange, M. (2022, 28 février). La Russie entre dans des terres financières inconnues. *Mediapart*. <https://www.mediapart.fr/journal/economie/280222/la-russie-entre-dans-des-terres-financieres-inconnues>
- La rédaction. (2022, octobre 19). La FGTB interpellera la Région sur les sanctions qui touchent NLMK. *La Nouvelle Gazette - Centre*, p. Centre\_5.
- Rédaction. (2022, 20 octobre). Ludivine Dedonder sur la guerre en Ukraine : « Il faut arrêter avec les discours irresponsables ». *Revue Politique*. <https://www.revuepolitique.be/ludivine-dedonder-sur-la-guerre-en-ukraine-il-faut-arreter-avec-les-discours-irresponsables/>
- Rédaction. (2022, 24 février). Alexander De Croo: «Si nous n'agissons pas, Poutine ne s'arrêtera pas à l'Ukraine». *Le Soir*. <https://www.lesoir.be/469331/article/2022-02-24/alexander-de-croo-si-nous-nagissons-pas-poutine-ne-sarretera-pas-lukraine>
- Rédaction avec Agence. (2022, 24 février). Invasion de l'Ukraine: De Croo veut durcir les sanctions sur la table, "Si on mord, il faut mordre durement". *RTBF*. <https://www.rtb.be/article/invasion-de-l-ukraine-de-croo-veut-durcir-les-sanctions-sur-la-table-si-on-mord-il-faut-mordre-durement-10942629>
- Rédaction avec Agence. (2022, 24 février). La Russie envahit l'Ukraine: récit d'une journée historique. *Moustique*. <https://moustique.lalibre.be/actu/monde/2022/02/24/la-russie-envahit-lukraine-recit-dune-journee-historique-229078>
- Thouvenin, L. (2023, décembre 19). « NLMK est sauvé » : on continue l'importation d'acier russe. *La Province*. Mons-Borinage: Région, p. 12.
- Thys, F. (2022, 25 février). C'est quoi Swift, la plateforme bancaire dont on ne veut pas encore éjecter les Russes ? Mis à jour le 26 février 2022. *La Libre*. <https://www.lalibre.be/economie/digital/2022/02/25/cest-quoi-swift-la-plateforme-bancaire-dont-on-ne-veut-pas-encore-ejecter-les-russes-OMRPRMPUD5GG5EQFU44WIFOKM4/>

- Trends-Tendances. (2011, 20 Avril). Duferco et NLMK : divorce à l'amiable. *Trends-Tendances*. <https://trends.levif.be/entreprises/duferco-et-nlmc-divorce-a-lamiable/>
- Suy, P. (2022, 18 mars). Euroclear, le vigile bruxellois qui fait barrage aux Russes. *L'Echo*. <https://www.lecho.be/dossiers/conflit-ukraine-russie/euroclear-le-vigile-bruxellois-qui-fait-barrage-aux-russes/10374347.html>
- Stroobants, J-P. (2023, 28 Février). Les diamants russes échappent encore aux sanctions européennes, la Belgique satisfaite. *Le Monde*. [https://www.lemonde.fr/economie/article/2023/02/28/les-diamants-russes-echappent-encore-aux-sanctions-europeennes-la-belgique-satisfaite\\_6163589\\_3234.html](https://www.lemonde.fr/economie/article/2023/02/28/les-diamants-russes-echappent-encore-aux-sanctions-europeennes-la-belgique-satisfaite_6163589_3234.html)

## Interview

- Buxant C, M. (2021, 7 octobre). La Belgique ne fait pas partie des pays européens qui essayent de toujours fomenter des troubles dans les relations avec la Russie. *LN24*. <https://www.ln24.be/2021-10-07/la-belgique-ne-fait-pas-partie-des-pays-europeens-qui-essayent-de-toujours-fomenter-des>

## Site Web

- Belgium.be. (n.d.). La Belgique, un État fédéral. [https://www.belgium.be/fr/la\\_belgique/pouvoirs\\_publics/la\\_belgique\\_federale](https://www.belgium.be/fr/la_belgique/pouvoirs_publics/la_belgique_federale)
- Brand Finance. (2022, 15 mars). La France retrouve son 6e rang mondial au sein du classement Global Soft Power Index 2022 et les États-Unis rebondissent en se classant au 1er rang du Soft Power mondial. <https://brandfinance.com/press-releases/la-france-retrouve-son-6e-rang-mondial-au-sein-du-classement-global-soft-power-index-2022-et-les-etats-unis-rebondissent-en-se-classant-au-1er-rang-du-soft-power-mondial>
- Diplomatie.belgium.be. (2023). L'OTAN : une alliance cruciale pour notre sécurité. <https://diplomatie.belgium.be/fr/politique/themes-politiques/sous-la-loupe/lotan-une-alliance-cruciale-pour-notre-securite>
- Eneco. (2022). La situation en Ukraine et ses conséquences sur votre facture de gaz. <https://www.eneco.be/fr/ukraine-et-votre-facture-de-gaz>

- Euroclear. (2024). Implications des sanctions internationales sur les avoirs russes: Perspectives d'Euroclear. <https://www.euroclear.com>
- Flemish Peace Institute. (2022). The Belgian Foreign Policy: A Shift Towards a More Proactive and Engaged Approach. <http://www.flemishpeaceinstitute.eu>
- FN Herstal. (2023). Autonomie stratégique & Sécurité d'approvisionnement. <https://fnherstal.com/fr/uncategorized-fr/autonomie-strategique-securite-dapprovisionnement/>
- NLMK Group. (2020). About US. eu.nlmk.com. <https://eu.nlmk.com/fr/media-center/news-groups/>

### Sites officiels institutionnels

- De Croo, A; Magnette P. (2020, 30 septembre). Accord de gouvernement 2020. belgium.be [https://www.belgium.be/sites/default/files/Accord\\_de\\_gouvernement\\_2020.pdf](https://www.belgium.be/sites/default/files/Accord_de_gouvernement_2020.pdf)
- Belgium.be. (n.d.). La Belgique, un État fédéral. [https://www.belgium.be/fr/la\\_belgique/pouvoirs\\_publics/la\\_belgique\\_federale](https://www.belgium.be/fr/la_belgique/pouvoirs_publics/la_belgique_federale)
- Chambre des représentants de Belgique. (2022). Note de politique générale Solidarité internationale. Belgische Kamer van volksvertegenwoordigers. <https://www.lachambre.be>
- Cogolati, S. (2023 17 octobre). Question et réponse écrite n° 55-293: L'absence de sanctions contre Vladimir Lisin (QO 38983C). La Chambre des Représentants. <https://www.lachambre.be>
- Conseil de l'Union européenne. (2022 2 mars). Belarus' role in the Russian military aggression of Ukraine: Council imposes sanctions on additional 22 individuals and further restrictions on trade. <https://www.consilium.europa.eu/en/press/press-releases/2022/03/02/belarus-role-in-the-russian-military->
- Conseil de l'Union européenne. (2023). Sanctions against Russia explained. <https://www.consilium.europa.eu/fr/policies/sanctions/restrictive-measures-against-russia-over-ukraine/sanctions-against-russia-explained/>
- Conseil de l'Union européenne. (2023). Histoire des mesures restrictives contre la Russie en lien avec l'Ukraine. <https://www.consilium.europa.eu/fr/policies/sanctions/restrictive-measures-against-russia-over-ukraine/history-restrictive-measures-against-russia-over-ukraine/>



- Ministère de la Défense. (2024, février 24). Aperçu des différents appuis de la Défense à l'Ukraine. mil.be. <https://beldefnews.mil.be/apercu-des-differents-appuis-de-la-defense-a-lukraine/?lang=fr>
- Ministère des Communautés et du Développement des Territoires d'Ukraine. (2024, 28 février). Belgian state agency Enabel to help Ukraine with recovery. Ukrainska Pravda. <https://www.pravda.com.ua/>
- Ongena, T. (2022, 25 mars). Guerre en Ukraine - Sanctions contre la Russie et la Biélorussie - Actifs bloqués. Question écrite n° 7-1526 au vice-premier ministre et ministre des Finances, chargé de la Coordination de la lutte contre la fraude. Réponse reçue le 12 mai 2022. <https://www.senate.be/www/?MIval=Vragen/SchriftelijkeVraag&LEG=7&NR=1526&LANG=fr>
- OTAN. (2009, 4 avril). NATO gala concert in Kyiv, Ukraine. [https://www.nato.int/cps/fr/natohq/news\\_52972.htm?selectedLocale=en](https://www.nato.int/cps/fr/natohq/news_52972.htm?selectedLocale=en)
- Parlement Wallon. (Octobre 18 2022). Session 2022-2023. Compte rendu avancé des séances publiques de commission: Commission de l'Économie, de l'Aménagement du Territoire et de l'Agriculture. (PW CRAC n°29).
- Service public fédéral Affaires étrangères, Commerce extérieur et Coopération au Développement. (2023, 17 novembre). La politique de la Belgique au sein de l'UE : Énergie et climat. <https://diplomatie.belgium.be/fr/politique/coordination-des-affaires-europeennes/la-politique-de-la-belgique-au-sein-de-lue/energie-et-climat>
- Service Public Fédéral (SPF) Économie. (2024, février 29). Aperçu de l'activité économique en Belgique. Autorités fédérales belges. <https://www.belgium.be>
- Service public fédéral Economie, P.M.E., Classes moyennes et Energie. (2024). Stratégie fédérale belge pour l'hydrogène. <https://economie.fgov.be/fr/themes/energie/transition-energetique/strategie-federale-belge-pour>
- Wallonie. (2024). Wallonie Entreprendre (WE). About US. wallonie.be. <https://www.wallonie.be/fr/acteurs-et-institutions/wallonie/autres-acteurs-publics-de-la-wallonie/wallonie-entreprendre-we>
- World Health Organization. (2011). Guidelines for Medicine Donations Revised 2010. [https://iris.who.int/bitstream/handle/10665/44647/9789241501989\\_eng.pdf?sequence=1](https://iris.who.int/bitstream/handle/10665/44647/9789241501989_eng.pdf?sequence=1)

- De Croo, A. (2022, février 24). Belgium strongly condemns the Russian attack on Ukraine. This is Europe's darkest hour since the Second World War. We are in close contact with our allies in NATO & EU. This Russian aggression is unnecessary and unprovoked. Our hearts and minds are with the people of Ukraine. [https://twitter.com/alexanderdecroo/status/1496723852164018184?ref\\_src=twsrc^tfw|twcamp^tweetembed|twterm^1496723852164018184|twgr^01c67302faa814b6a7fbc2a3bf1a0c08c46a08ca|twcon^s1\\_&ref\\_url=https://www.lalibre.be/belgique/politique-belge/2022/02/24/la-belgique-condamne-avec-force-lattaque-inconsideree-de-la-russie-les-ministres-belges-reagissent-a-linvasion-de-lukraine-EOX63SH3XNEXLJU44PHWICEPFE/](https://twitter.com/alexanderdecroo/status/1496723852164018184?ref_src=twsrc^tfw|twcamp^tweetembed|twterm^1496723852164018184|twgr^01c67302faa814b6a7fbc2a3bf1a0c08c46a08ca|twcon^s1_&ref_url=https://www.lalibre.be/belgique/politique-belge/2022/02/24/la-belgique-condamne-avec-force-lattaque-inconsideree-de-la-russie-les-ministres-belges-reagissent-a-linvasion-de-lukraine-EOX63SH3XNEXLJU44PHWICEPFE/)